Ministry of Foreign Affairs

Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur agricoles: Niger Catalystas

Commissioned by the Netherlands Enterprise Agency

>> *Sustainable. Agricultural. Innovative. International.*

Rapport de la mission de cadrage RVO sur l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur agricoles: Niger

Ce rapport a été documenté, développé et compilé par Catalystas Consulting. L'équipe de projet était composée de chercheurs sur le terrain: Mme Aurelie Viard-Cretat et Mme Sandra Galbusera, une coordonnatrice de recherche Mme Beatrice Maneshi, une conseillère technique Mme Aviva Stein et des membres de l'équipe de consultation locale: M. Aboubacar Mafa Diarra, Mme Virginie Coulibaly, Mr. Titiama Stéphane et Ouma Kaltoume Issoufou.

(Août 2019 | Amsterdam, Pays-Bas)

Table des matières

Introduction **3**

1. Aperçu économique et commercial national **3**

2. Aperçu du commerce international **6**

3. Analyse situationnelle nationale de la tendance actuelle de l'emploi des jeunes (en général) **9**

4. Politiques et Efforts en matière d'Emploi **14**

5. Analyse situationnelle régionale de l'emploi des jeunes et vue d'ensemble du secteur agricole par région (Niamey, Maradi, Tahoua) **17**

a. Niamey 18
b. Maradi 19
c. Tahoua 21

6. Cinq chaînes de valeur recommandées **22**

7. Recommandations au gouvernement néerlandais **23**

Acronyms
Appendix B: Liste des stakeholders
Appendix E: Chaînes de valeur sélectionnées
Appendix F: Bibliographie
Appendix G: Méthodologies de l'emploi des jeunes

Introduction

Afin d'identifier un certain nombre de chaînes de valeur agricoles ayant un fort potentiel d'effets positifs des initiatives néerlandaises d'investissement et de soutien, notre mission de cadrage a examiné divers produits agricoles disponibles dans les trois domaines ciblés. Un aperçu complet de notre méthodologie de recherche concernant ce rapport est disponible à l'Annexe G: Méthodologies pour la recherche et les rapports sur la création d'emplois.

Grâce à des entretiens avec des fournisseurs locaux, des gérants d'entreprises, des groupements et coopératives, des fonctionnaires et des acteurs internationaux, tout en gardant à l'esprit les objectifs politiques du gouvernement néerlandais, nous avons été en mesure de sélectionner quelques chaînes de valeur de choix qui pourraient grandement bénéficier du maintien ou de l'expansion des programmes existants grâce à un soutien des Pays-Bas. Ces chaînes de valeur sont: les produits laitiers, l'arachide, la mangue, l'oignon et le moringa.

Bien que cette liste ne soit pas exhaustive et qu'il existe de nombreuses autres opportunités d'investissement, nos recherches suggèrent que ces secteurs bénéficieraient à la fois à la population du Niger et à l'économie nationale, aideraient le pays à atteindre ses objectifs de croissance économique et contribueraient en même temps aux OMD 2, 4, 5 et 8.

Une analyse complète de chaque chaîne de valeur se trouve en Annexe E: Chaînes de valeur sélectionnées.

I. Aperçu économique et commercial national

Le Niger est l'un des pays les moins développés du monde, avec les indicateurs socio-économiques et de développement les plus pauvres (0,364 Indice de Développement humain, PNUD 2017) et la plus forte croissance démographique (7,6 enfants par femme en moyenne). Au cours de la mission au Niger et sur la base de recherches ultérieures, Catalystas Consulting a découvert que les jeunes et les femmes sont confrontés à des contraintes différentes pour "trouver un travail productif et décent". Les principaux obstacles sont les suivants: un pourcentage élevé d'illettrées et d'analphabètes, en particulier parmi les femmes rurales; les effets d'exclusion négatifs des (jeunes) femmes victimes de discrimination en raison des normes sociales et des stéréotypes culturels; l'absence de réseaux professionnels; des compétences réduites pour certaines professions techniques très demandées; un accès limité - dans les zones rurales - aux informations sur les possibilités d'emploi et une représentation insuffisante des structures publiques dans les régions. Enfin, il convient de noter que l'Etat nigérian reste le premier employeur "formel"; les jeunes Nigériens qui ont la possibilité et l'opportunité d'obtenir un diplôme s'efforcent de travailler comme fonctionnaires. Le travail indépendant et l'esprit d'entreprise sont sous-développés création de l'emploi pour des jeunes en général. Lors de la mission sur le terrain au Niger, Catalystas Consulting a pu collecter des données et des constats pareils.

En collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie du Niger (CCIN), l'Association des étudiants entrepreneurs du Niger (AEEN) a organisé, le 9 août 2019, à Niamey, la 2ème édition de Business for Development.

Cette initiative vise à former 100 étudiants porteurs de projets, sur des thèmes relatifs au leadership, au management d'entreprise et la fiscalité. En présidant la cérémonie de lancement, le secrétaire général de la CCIN, Ousmane Mahaman, a assuré les membres de l'AEEN du soutien de la structure dont il est le patron de l'administration.

« La formation étant le meilleur gage de réussite, pour toute entreprise en quête de performance, j'espère que vous saurez profiter, au maximum, de cette opportunité pour réaliser vos projets de création d'entreprises, ou pour améliorer la situation de celles qui existent déjà », a-t-il dit.

Cette initiative récente de *Business for Development* et la citation du secrétaire général de CCIN à ce propos font une des preuves du nombre agrandissant des initiatives prometteuses et de l'ambiance optimiste dans le domaine de la création de l'emploi pour des jeunes en général. Lors de la mission sur le terrain au Niger, Catalystas a pu collecter des données et des constats pareils.

Bien que le Niger ait fait des progrès significatifs dans la réduction des inégalités ces dernières années, le taux de pauvreté de la population reste très élevé (45,41%, 2017). Il convient de noter en plus que les régimes alimentaires au Niger sont en moyenne peu diversifiés, entre autres sous l'effet potentiel du changement climatique, ce qui donne un très faible taux de Household Dietary Diversity Score. Cependant, 22% de la population nigériane souffre d'insécurité alimentaire chronique (consommation par habitant inférieure à 1 800 kcal/ personne/ jour). En raison des grandes différences annuelles dans la production de denrées alimentaires de base, les disponibilités alimentaires totales dépendent fortement des importations alimentaires et de l'aide
alimentaire extérieure.

Informations de base sur l'économie

L'économie nigérienne est caractérisée par un tissus économique faible, un marché du travail contraignant: seul 1 % de la population active travaille dans le secteur formel; 75 % des emplois sont dans le secteur informel. En plus, il y a peu ou pas d'embauche du secteur public depuis 20 ans, ce qui entraîne malheureusement un effondrement des services du secteur public, notamment dans le domaine de l'éducation et de la santé.

Le taux de croissance économique atteindra 4.9 % en 2017, grâce à la forte augmentation de la production agricole irriguée et au renforcement de la production pétrolière (WDI Banque mondiale 2018). Dans des termes généraux, les experts et les rapports officiels concernant le Niger sont tous d'accord sur les constats que le taux de croissance de la population nigérienne est incompatible avec les capacités économiques du pays et qu'il existe de graves problèmes de qualité d'éducation et de formation (professionnelle). Plus de 70% des emplois de la capitale Niamey sont générés par le secteur informel et près des 2/3 des ménages sont gérés par une personne ayant une activité dans ce secteur. L'irrégularité du travail, les variations saisonnières des activités et le sous-emploi constituent autant de caractéristiques de l'emploi informel qui contribuent à accroître la vulnérabilité à la pauvreté des travailleurs de ce secteur.

Produit intérieur brut	Produit intérieur brut par habitant	Taux de croissance du PIB
7.12 milliard(s) $ US	1153 $ US (2017, FMI)	4,9 % (2017, FMI)

La structure de l'économie nigérienne n'a guère changé, avec le maintien d'une agriculture de subsistance peu productive et un très faible développement du secteur privé. L'économie nigérienne se caractérise par une diversification très limitée et une faible compétitivité. Elle ne participe que peu dans les échanges économiques internationaux. En plus, il y a un taux de chômage global à 17% (2014). L'incidence du chômage est plus forte chez les femmes que chez les hommes, avec des niveaux respectifs de 28,9% et 4,4% (2014). Elle est aussi plus marquée chez les jeunes, avec un taux de chômage de 23,7% pour la tranche d'âge des 15-29 ans. Le sous-emploi affecte, quant à lui, 68,4% de la population active. Il sévit principalement en milieu rural, affectant 70,4% de la population active (PDES, 2017-2021).

Du côté public, l'administration publique est mal structurée et organisée pour relever les défis des secteurs rural et éducatif. Dernièrement, il y a des menaces sécuritaires considérables avec notamment le déploiement des forces nationales et des forces mixtes induisant des dépenses ne plus supportées par le seul budget de l'Etat.

Lors de multiples entretiens sur le terrain au Niger, Catalystas a pu apprendre que la confiance aux institutions publiques est en déclin et un fossé se creuse entre les usagers et le service public. Les causes sont principalement une mauvaise architecture administrative ce qui implique que les centres de décision sont souvent éloignés des populations. Le second point de ce problème est la corruption qui est en train de prendre de l'ampleur, au point où

l'usager du service public n'imagine pas avoir recours à une structure publique sans un bakchich pour le fonctionnaire qu'il aurait à rencontrer.

Catalystas adhère à la stratégie de renforcer les capacités des institutions étatiques. *Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Des demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.*

Les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services

Le secteur primaire (agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche et la sylviculture) a toujours été le premier secteur contributeur à la formation du PIB du pays. Il représente 38,8% du PIB en 2016 (PDES, 2017-2021). Ce secteur constitue aussi l'activité à laquelle s'adonne l'écrasante majorité de la population nigérienne (86,5%) et qui se retrouve concentrée dans la bande sud du territoire. Le secteur secondaire représente quelque 17% du PIB (2016), dont la moitié revient aux industries extractives que sont le pétrole et la production minière, uranifère et aurifère (11%). Les activités de fabrication alimentaire et de produits pétroliers contribuent, quant à elles, à environ 5% du PIB. Enfin, le secteur tertiaire représente près de 44,2 % du PIB (2016). Il s'avère en hausse constante grâce au dynamisme des transports et des télécommunications, du commerce et des services de réparation ainsi que de l'administration publique.

L'agriculture est fondamentale pour le développement du Niger et emploie 82% de la population. La part de l'agriculture (y compris l'élevage, la pêche et la foresterie) est passée de 38 % en 1995 à 42,1 % en 2014. Parallèlement, le déclin des services est d'une ampleur quasiment identique, passant de 47 % du PIB en 1995 à 39 % en 2014. Depuis les années 1995 avec les programmes SAP de la BM/FMI, il y a eu un désengagement de l'Etat nigérien des certains secteurs, ce qui a amené à un démentiellement des infrastructures industriel (aujourd'hui toutes les usines de la zone industrielle ne sont pas fonctionnelles) car bon nombre d'elles étaient des sociétés d'état.

A cela s'ajoute que près de 82,6% de la population vit en milieu rural et que ce sont principalement des agriculteurs de subsistance rurale, qui dépendent de l'agriculture pluviale comme leur principale source de nourriture et de revenus. La poursuite de pratiques extensives et improductives dans le secteur agro-sylvo-pastoral, soumis à de fortes contraintes d'utilisation des terres, conduit à la fragmentation des exploitations et à une dégradation croissante des ressources naturelles. Les exploitations agricoles de petite taille -la taille moyenne des exploitations agricoles est de 5 ha pour environ douze (12) personnes- sont de plus en plus dominantes. Elles font travailler la force de travailleurs familiaux non payés. Ces petites exploitations sont très fragmentées en raison de la croissance démographique et du droit successoral actuel.

Du côté de la demande agricole, le capital physique productif dans le pays est très faible et se résume jusqu'à nos jours à des équipements traditionnels très archaïques utilisés depuis très longtemps (hilaire, daba). Même si l'utilisation de la traction animale pour labourer les champs gagne timidement du terrain, son envergure reste limitée du fait du faible pouvoir d'achat des paysans et le manque d'encadrement et de financement.

Lors de multiples entretiens et visites sur le terrain au Niger, Catalystas a pu observer et entendre des témoignages des jeunes vivant dans les zones rurales de Maradi et Tahoua que la profession d'agriculteur n'est que le dernier recours de 'gagner sa vie'. Ceux qui ont la possibilité d'étudier et de migrer vers la capitale de Niamey ou ailleurs préfèrent travailler comme employés de l'Etat nigérian ou, par exemple, dans les activités minières de grandes multinationales comme Orano (ex-Areva).

Pouvoir d'achat interne

Le Niger est membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA); ses politiques monétaires et de change sont donc définies par les modalités de l'UEMOA. Le taux de change du franc CFA, la devise commune de l'UEMOA, est indexé sur l'euro (et précédemment, sur le franc français) et n'a pas été modifié depuis 21 ans.

Le déficit du compte courant s'est sensiblement dégradé en passant de 16,4 % en 2013 à 17,7% en 2015, dû en partie à la baisse des exportations de l'uranium (qui représente près du tiers des exportations), des produits pétroliers, et à la détérioration des balances des services et de revenus. La hausse des importations étant la conséquence des achats de biens d'équipement et des biens intermédiaires.

L'inflation est quant à elle maintenue en dessous de la norme communautaire de 3% depuis 2010 grâce aux actions du gouvernement nigérien pour contenir les prix des céréales et à la politique monétaire prudentielle de la banque centrale. La dette extérieure est soutenable grâce aux différentes restructurations obtenues auprès des créanciers, dans le cadre de l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale.

Principales cultures agricoles

La production agricole du Niger est dominée par deux types de cultures: les céréales et les légumineuses, essentiellement le niébé. La production de céréales, a enregistré une hausse de 25,2% entre 2014 et 2015. Parmi les céréales, le mil et le sorgho, principales cultures, représentent respectivement 63,7% et 31,0% de la production de céréales en 2015.

L'existence d'un énorme potentiel de matières premières agro-pastorales (tomates, niébés, lait, viande, viande, oignons, sésame, cuirs et peaux, poivrons, céréales, produits forestiers) offre de grandes possibilités de transformation et de modernisation agro-industrielles. En effet, les produits agricoles constituent 16% du volume des exportations à travers le niébé, l'oignon, la gomme arabique, le souchet, le sésame. D'autres cultures maraîchères telles que l'ail, le poivron, sont également des filières porteuses. Par exemple, la production de niébé a augmenté progressivement depuis 2012, passant de 1,3 million de tonnes en 2012 à 1,6 million de tonnes en 2015. Cela correspond à une augmentation d'environ 23,1 % sur la même période.

Transactions commerciales

Le Niger est membre de l'Organisation des Nations Unies (ONU), de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI). Il est aussi membre de la Commission de l'Union Africaine (UA) et de la Communauté des Etats Sahélo-Sahariens (CEN-SAD). Le Niger fait partie du Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS), du G5-Sahel, du Conseil de l'Entente, de l'Autorité du Liptako-Gourma, de l'Autorité du Bassin du Niger et de la Commission du Bassin du lac Tchad (CBLT).

Le marché régional représente également une opportunité pour le Niger, qui partage des frontières terrestres avec 7 pays. Il est notamment membre de:

- L'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) qui a adopté une politique agricole commune en 2001, la PAU (Politique agricole de l'union)

- La CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest), qui a adopté en 2005 une politique agricole régionale, l'ECOWAP/PDDAA (Economic Community of West Africa States Agricultural Policy), tirée du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du NEPAD (New Partnership for Africa's Development).

II. Aperçu du commerce international

Demande alimentaire et Importation

Le Niger importe environ 2,9 millions d'Euros de lait et de produits laitiers chaque année, malgré l'importance des laiteries dans le pays. Catalystas a pu constater les effets néfastes en termes de compétitivité déloyale du lait frais versus le lait en poudre, principalement dû aux importations de poudres de lait en provenance de France qui réduisent la valeur du marché local.

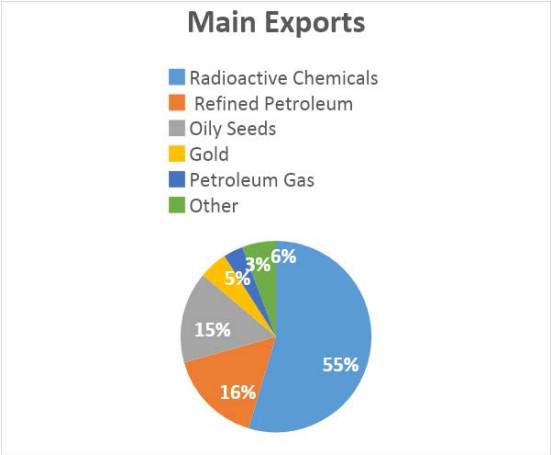
Il y a aussi le problème de la qualité hygiénique limitée, qui a incité les consommateurs nigérians à importer des produits importés. Par exemple, le Niger importe les deux tiers de son approvisionnement mondial en riz, principalement des marchés asiatiques. La production locale est insuffisante pour satisfaire la demande intérieure et ne fournit que 34% de l'offre totale.
En général, le Niger souffre d'une pénurie de céréales, une composante importante de l'alimentation locale. La production locale n'est plus en mesure de répondre à la demande depuis les années 1970 et représente aujourd'hui plus de 8,7% des importations.

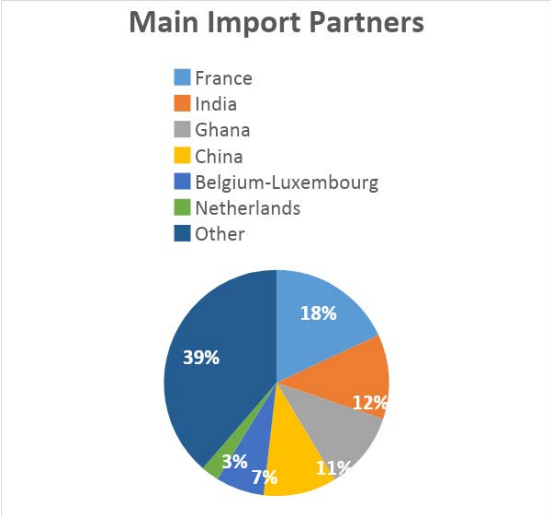
Importation versus exportation régionale et internationale

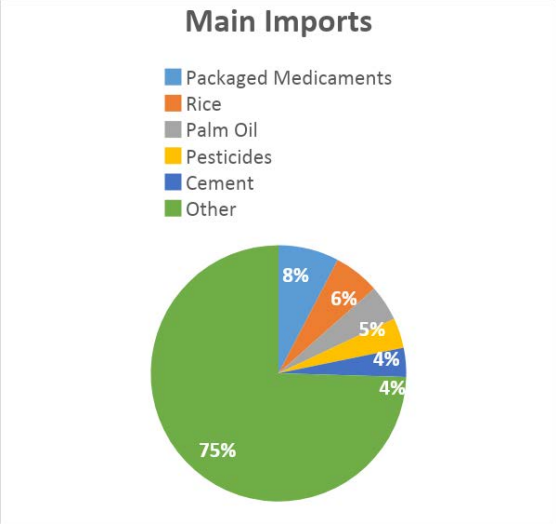
Selon les données de l'OEC (Voir Annexe F Bibliographie), les échanges extérieurs se caractérisent, en 2017, par une hausse de 2,1% des importations et une progression de 7,1% des exportations, en rapport avec la baisse du rythme de progression des importations des biens d'équipement et du renforcement des ventes des produits pétroliers. Cette évolution s'est traduite par une amélioration du déficit du commerce extérieur qui passe de 16,6% du PIB en 2016 à 15,2% en 2017.

La propension moyenne à importer s'est à nouveau repliée en 2017 en se situant à 34,5% contre 35,5% en 2016 et 43,5% en 2015, tandis que la propension moyenne à exporter gagne 0,4 point de pourcentage par rapport à l'année précédente en se situant à 19,3% en 2017. Le taux de couverture des importations par les exportations ressort à 50,4% en 2017 contre 48,7% en 2016. Le niveau et la composition des exportations ont peu évolué entre 1995 et 2006 mais les exportations minières et pétrolières ont connu une augmentation considérable entre 2007 et 2014.

Comme illustré dans les figures ci-dessous, en ce qui concerne les exportations, les partenaires principaux sont: la France 45%, le Mali 16% et la Chine 16%; et les produits exportés: l'or, les combustibles minéraux, les huiles et d'autres produits de distillation, les graisses et huiles végétales. Pour ce qui est des importations, les partenaires principaux sont: la France 18%, l'Inde 12%, le Ghana 11%; les produits importés: les médicaments, les pesticides, les avions et véhicules, les céréales, les machines et équipements électriques, les matériaux de construction, animaux, légumes et huiles.







Enfin, il faudrait signaler que le portefeuille commercial du Niger est automatiquement pénalisé par le fait que 70% de ses exportations sont constituées des matières précieuses dont la plus importante est l'uranium, dominé par des grandes sociétés françaises présentes au Niger dont la multinationale Orano (ex-Areva). Bien que 70% du total des exportations soient constituées de cette ressource naturelle, elles ne représentent que 5% du PIB. Cette dépendance accrue vis-à-vis de l'industrie de l'uranium entraîne un manque de concentration sur d'autres secteurs, tels que l'alimentation.

Le commerce avec les pays de l'Afrique de l'Ouest, notamment le Nigéria

Plus en particulier, la ville de Maradi partage la même route commerciale avec le marché de Dakama au nord du Nigéria. Il se trouve sur la principale autoroute pavée est-ouest qui relie Niamey à l'ouest à Diffa à l'extrême est. Maradi est depuis longtemps une ville marchande située sur la route au nord de Kano, au Nigéria.

Les villes du sud du Niger et du nord du Nigéria ont été associées au commerce transsaharien remontant à la période médiévale. Des villes telles que Kano et Katsina ont longtemps été le terminus sud des réseaux commerciaux qui alimentent une grande partie de l'économie nigérienne. Le Nigeria bénéficie du commerce et des ventes agricoles (en particulier des bovins nigériens emmenés sur les marchés nigérians), tandis que les routes les plus directes du Niger vers le commerce extérieur passent par les systèmes ferroviaires nigérians et béninois. En ce qui concerne les accords sur le plan bilatéral, les deux pays ont formé la Commission mixte de coopération entre le Nigéria et le Niger (NNJC), créée en mars 1971 avec son secrétariat permanent à Niamey, au Niger.

Une anecdote particulière constitue le témoignage d'une jeune femme entrepreneur (28 ans) dans la ville de Maradi. De bas âge, elle a pu échapper à un mariage précoce et s'est efforcée pour apprendre un métier de couturière. Grâce à sa persévérance et à l'accompagnement entrepreneurial (programme de l'Ambassade des Etats-Unis 6 mois pour les «femmes émergentes») elle a pu installer un petit magasin textile dans le centre de Maradi. Vu la préférence de sa clientèle nigérienne pour la 'coupure Nigéria', sa stratégie est d'embaucher quelques couturiers nigérians venant de la frontière avec le Nigéria afin d'apprendre d'eux ce style tellement à la mode et ainsi de transférer les connaissances à ses quelques employées nigériennes.

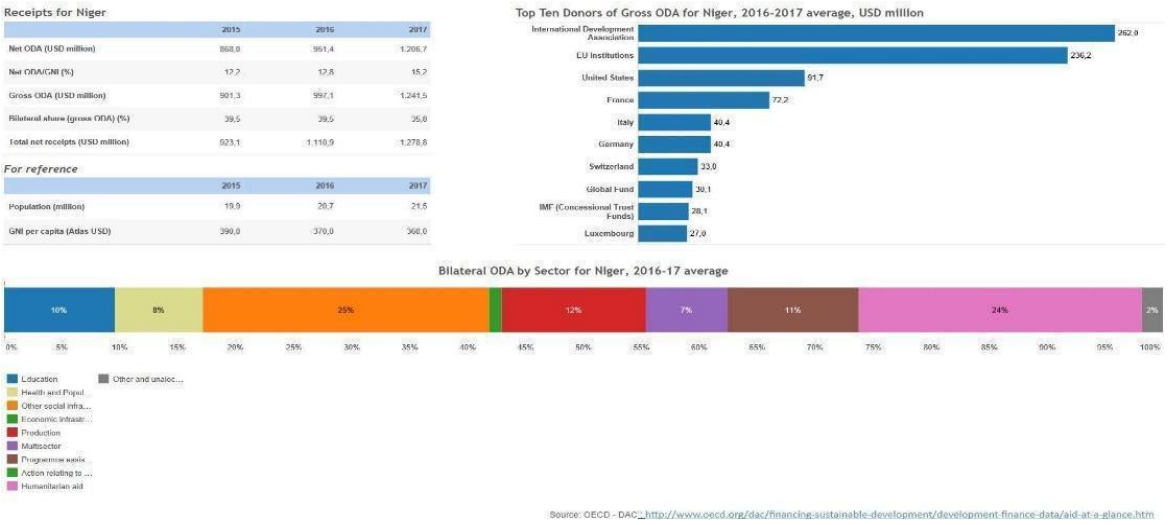
Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Des demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

L'importance de l'APD dans le domaine d'agriculture

L'aide publique au développement (APD) mobilisée par le gouvernement nigérien pour financer les priorités de développement du pays définies dans le Plan de développement économique et social s'élève à 1 206,7 millions de dollars d'APD nette en 2017, soit 0,6 % de l'APD mondiale totale. Pour le secteur manufacturier, l'APD représente 12% de l'APD totale au Niger, voir graphique ci-dessous (source : CAD OCDE 2016-2017).

Durant la mission Catalystas , il a été dit à plusieurs reprises qu'à peu près 90% du budget utilisé par le Ministère de l'Agriculture vient depuis des décennies déjà de l'aide extérieure APD, ce qui montre la forte dépendance nigérienne de la solidarité internationale.

La description des ressources budgétaires gouvernementales doit logiquement être complétée par le volume financier apporté par les Organisations Non Gouvernementales (ONG), les associations de développement, le secteur privé et les collectivités locales.



Receipts for Niger

	2015	2016	2017
Net ODA (USD million)	868,8	951,4	1,206,7
Net ODA/GNI (%)	12,2	12,8	15,2
Gross ODA (USD million)	901,3	997,1	1,241,5
Bilateral share (gross ODA) (%)	39,5	39,5	35,8
Total net receipts (USD million)	923,1	1,110,9	1,278,8

For reference

	2015	2016	2017
Population (million)	19,9	20,7	21,5
GNI per capita (Atlas USD)	390,0	370,0	360,0

D'une manière générale, Catalystas Consulting a constaté sur le terrain que l'économie nationale est sous-développée (peu d'entreprises enregistrées, retrait ou fermeture récente de grandes entreprises nationales et internationales, manque de connaissances et d'expérience à l'exportation, etc.) et que l'économie nationale est dominée par le commerce frontalier avec les pays voisins, notamment le Nigéria. Comme mentionné plus haut, Catalystas adhère à la stratégie de renforcer les capacités des institutions étatiques, notamment en contraignant le problème de la 'porosité' des frontières en matière de douane. Toutefois malgré l'importance de ce sujet, vu les limitations de cette mission Catalystas, cette matière n'a pas pu être étudiée de manière plus approfondie.

III. Analyse situationnelle nationale de la tendance actuelle de l'emploi des jeunes (en général)

Une population très jeune : 85 % de la population vit avec moins de $2 par jour; 68,88 % a moins de 25 ans ; en 2011, les jeunes âgés de 10 à 24 ans étaient estimés à 32,8 % de la population totale, soit un effectif de 5.159.687 personnes (RGPH, 2012). Le rythme d'accroissement de la population du Niger est synonyme d'un doublement tous les 18 ans. Ainsi, en 2030, la population du Niger dépassera 34 millions d'habitants et en 2050, elle dépassera 68 millions d'habitants. Il en résulte une population extrêmement jeune dont les 68,88 % ont moins de 25 ans, d'où les besoins énormes de dépenses publiques dans les secteurs de base (santé, éducation, infrastructures, …) (PDES, 2017-2021).

L'incidence du chômage est plus forte chez les femmes que chez les hommes, avec des niveaux respectifs de 28,9% et 4,4% en 2014. Un taux de chômage des jeunes très important : 24 % des 15-29 ans sont au chômage. En général, le système d'emploi se caractérise, par une inadéquation structurelle entre une offre de travail en croissance rapide et de faible qualité (faible niveau d'instruction) et largement exposée au phénomène de la pauvreté d'un côté, et une offre d'emploi très peu dynamique de l'autre. Dans de telles conditions les phénomènes de sous-emploi, du chômage et de la pauvreté restent inévitables.

Plus de la moitié des jeunes en emploi de 15 à 34 ans s'auto-emploient et travaillent comme agriculteurs indépendants, commerçants indépendants ou artisans indépendants, parce que l'économie reste fortement dominée par le secteur informel. Dans les grandes villes, le niveau d'instruction des jeunes et des jeunes adultes semble être un déterminant fondamental de la catégorie socioprofessionnelle dont ils relèvent, au-delà de leur sexe et de leur âge.

La qualité de la main d'œuvre est faible : 62,6 % de la population active sont sans aucun niveau d'instruction. En outre, la population active est majoritairement pauvre (58,1%). Le pourcentage de la population adulte (plus de 15 ans), sachant lire et écrire, est extrêmement bas et se situait à 19 % en 2015 (dont 11 % pour les femmes) (UNESCO 2015). Le pourcentage des jeunes (15 à 24 ans) sachant lire et écrire est également très faible : 27 % (17 % pour les femmes).

D'après les données statistiques sur le taux d'illettrisme et d'analphabétisme, il s'avère difficile d'ambitionner un accès facile à l'emploi pour les groupes cibles vulnérables, notamment les femmes dans les zones rurales des régions de Maradi et Tahoua. *Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Des demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.*

A. Besoins Actuels de Main d'Œuvre dans le Secteur Agricole

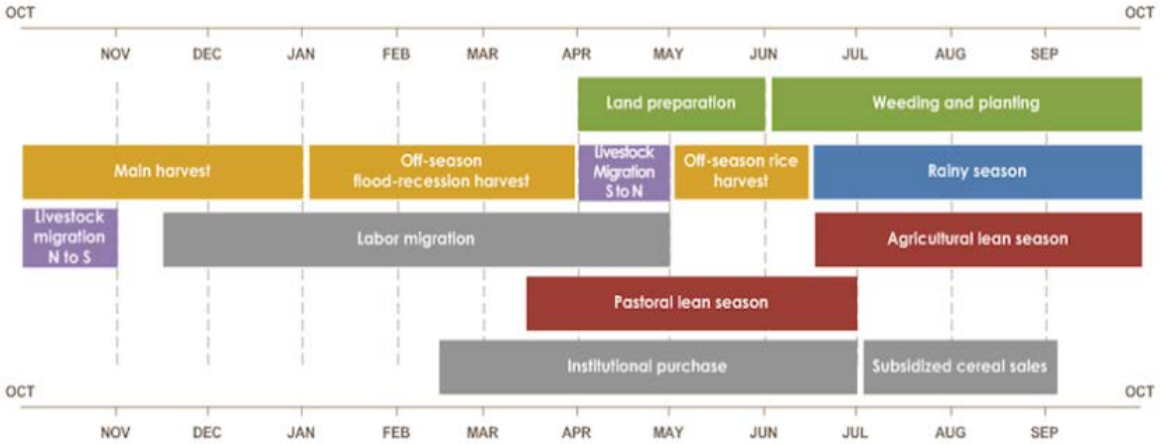
Le développement du secteur privé moderne, à même d'accompagner la diversification de l'économie nigérienne et nécessaire pour la croissance inclusive, reste un grand défi. En effet, on observe une forte concentration des activités dans les branches du commerce et des services, au détriment des activités industrielles plus créatrices de valeur ajoutée (SDNOIP, 2016).

Comme mentionné plus haut, Catalystas doit se baser sur des statistiques souvent de date ancienne, cela vaut d'autant plus pour le désagrégation des chiffres par sexe, âge et/ou région. Bien qu'en général les statistiques soient relativement récentes pour les domaines d'éducation et de santé, elles font défaut pour le domaine d'emploi.

Le taux de chômage global est ressorti en hausse, passant de 13% en 2011 à 17% en 2014. L'incidence du chômage est plus forte chez les femmes que chez les hommes, avec des niveaux respectifs de 28,9% et 4,4% en 2014. Elle est aussi plus marquée chez les jeunes, avec un taux de chômage de 23,7% pour la tranche d'âge des 15-29 ans. Le sous-emploi affecte, quant à lui, 68,4% de la population active. Il sévit principalement en milieu rural, affectant 70,4% de la population active (PDES, 2017-2021).

Pour relever ces défis et faire de la jeunesse un véritable fer de lance de l'économie nigérienne, plusieurs stratégies ont été mises en place par l'Etat et ses partenaires au développement en faveur des jeunes. Il s'agit, entre autres, de la Politique Nationale de la Jeunesse et du Cadre Stratégique National pour la Promotion de l'Entreprenariat des Jeunes.

Du point de vue du calendrier saisonnier au Niger (dessin schématique en bas) il ressort que la période de la soudure est relativement longue et parfois –par manque de récolte suffisante et/ ou problèmes de stockage des aliments de base- mène à des situations de famine et d'insécurité alimentaire, surtout dans des zones rurales telles que Maradi et Tahoua.



i. Taux d'emploi global des jeunes

L'Etat du Niger est obligé à avoir une politique de jeunesse axée sur l'offre d'emploi aux jeunes. En 2015, l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi (ANPE) a enregistré 27 295 demandes d'emploi contre 26 930 en 2014. Les offres d'emploi ont baissé jusqu'au nombre de 8151 en 2015. Les 27 295 demandes d'emplois de 2015 ne seront guère satisfaites au vu des offres d'emploi enregistrées au cours de la même année. Le taux de satisfaction des offres d'emplois en 2015 se chiffre à 29,9%.

La population de 15 à 34 ans non scolarisée ou ayant arrêté ses études et résidant dans l'une des quatre grandes villes du Niger, est « disponible » pour accéder au marché du travail. Toutefois, une partie d'entre eux ne se présente pas sur ce marché, soit par incapacité physique, soit par cantonnement aux tâches domestique (principalement chez les femmes), soit car ils ont renoncé à exercer une activité.

En général, selon l'opinion de Catalystas, il est préconisé d'adopter un programme d'urgence pour la promotion d'emploi des jeunes intégrant tous les Ministères concernés par les questions de jeunesse. Cette coordination entre les différentes structures gouvernementales et leurs programmes respectifs devraient répondre au défi majeur du chômage ou du sous-emploi des jeunes qui constitue à la fois une déperdition de capital humain et un facteur de risque social.

ii. Secteurs de travail de la jeunesse en vue, répartition par sexe et par âge

Au Niger, le marché urbain du travail se caractérise par une grande faiblesse du nombre de salariés (taux de salarisation de 24,40 % en 2012). En d'autres mots, l'économie nationale est essentiellement dominée par le secteur informel. Ce caractère informel de l'économie explique l'importance des catégories socioprofessionnelles que sont l'agriculture indépendante, le commerce indépendant et l'artisanat indépendant, qui n'exigent pas d'instruction ou de qualification pour être en emploi. C'est pourquoi, dans les grandes villes, de nombreux jeunes de 15 à 34 ans sans instruction ou d'instruction cornique ou de cours d'adultes s'auto-emploient et relèvent de ces types de catégories socioprofessionnelles telles que les professions de chauffeur de taxi, d'assistant de construction.
Il faut noter que ce travail indépendant et d'auto-emploi non formel est généralement 'peu fiable' et se concentre sur les emplois saisonniers occasionnels et/ ou est objet d'un salaire injuste et instable.

Le taux de chômage est de 15,9%. Ce phénomène touche plus les femmes que les hommes (25,0% contre 11,8%). Par tranche d'âge, les 15-29 ans enregistrent le taux de chômage le plus élevé avec 23,7%.

Au sein de la population 15-34 ans, les femmes sont les plus touchées par l'inactivité. Près des trois quarts des femmes sont inactives (78,98 % chez les 15 à 24 ans et 68,61 % chez les 25 à 34 ans). En revanche, chez les hommes, seuls 31,63 % sont inactifs chez les 15 à 24 ans et 11,33 % chez les 25 à 34 ans.

En général, Catalystas Consulting note que les femmes jouent un rôle important dans le secteur agricole du Niger, mais qu'elles sont confrontées à de réels problèmes de propriété foncière et que très peu de femmes possèdent leurs propres terres. Ils ont également des difficultés à accéder au financement et au crédit. En outre, il existe toujours des préjugés sexistes dominants à l'égard des femmes chefs de famille et des femmes chefs d'entreprise. Dans le domaine des actions du gouvernement néerlandais, Catalystas Consulting propose d'investir dans des mesures visant à promouvoir des modèles de comportement et des cours d'alphabétisation pour les femmes.

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Des demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

B. Risques Liés au Non-Emploi des Jeunes

En parlant des risques, il s'agit essentiellement de l'extrémisme et de la migration. Ce sont des risques de crises/conflits liés au contexte de fragilité. Communément on parle des crises multiples:

- une crise sociale provoquant des tensions liées au mécontentement et au désespoir de la population, en particulier des jeunes.
- Une crise économique entraînant la cherté du coût de la vie, la corruption, une fuite des travailleurs qualifiés, l'immigration massive.
- Une crise sécuritaire provoquée par le chômage, le désespoir et la recherche d'argent facile pouvant entraîner des jeunes dans l'enrôlement de groupuscules extrémistes (Aqmi) ou des armées de mercenaires (ex. de la Libye) et dans la délinquance.

L'instabilité dans les pays voisins (notamment le Mali, la Libye et le Nigéria), ainsi que les conflits internes dans certaines régions du Niger, les sécheresses et les inondations périodiques et la création de la zone de libre circulation de la CEDEAO sont autant de facteurs qui déterminent les mouvements migratoires qui affectent le Niger. Les migrants en provenance des pays de la CEDEAO jouissent de la liberté de circulation et entrent légalement au Niger. Les autorités nigériennes sont impuissantes à renvoyer des migrants en provenance des pays de la CEDEAO qui tentent d'entrer illégalement en Libye. En l'absence de possibilités de retour volontaire, beaucoup restent bloqués au Niger sans autre choix que d'essayer de gagner suffisamment d'argent pour payer la poursuite du voyage. Pour plus de 90% des migrants assistés par l'OIM (Nigériens et autres nationalités), la volonté d'améliorer leurs conditions de vie et de rechercher de meilleures opportunités professionnelles est la principale raison de leur décision de migrer. Bien que le Niger soit considéré comme relativement stable, les déplacements de population et la croissance continue de «ghettos» de migrants dans les points chauds des routes migratoires accentuent la pression exercée sur des ressources déjà limitées (nourriture et terres) et pourraient constituer une menace pour le fragile équilibre de sécurité dans le nord du pays.

Selon l'OIM, le Niger est principalement connu pour être un pays de transit pour les flux migratoires d'Afrique de l'Ouest vers la Libye et l'Algérie, puis pour certains vers la Méditerranée. Le pays connaît un Net Migration Rate de -0.3 migrants/ 1.000 population pendant la période 2015-2020. L'évaluation de l'OIM montre que les migrants sont généralement de jeunes hommes qui émigrent pour des raisons économiques et viennent du Sénégal, du Nigéria, de la Gambie, du Mali et d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Lors de la mission Catalystas, on a pu observer qu'en particulier la ville de Tahoua et ses environs sont affectés par le soi-disant phénomène de culture d'exode, ce qui pose des problèmes majeurs au niveau de la permanence des enseignants et des travailleurs en général. En revanche, cette culture locale est à tel point dominante que les jeunes ne se marient que lorsque le 'futur marié' ait eu l'expérience d'exode.

C. Obstacles à l'Emploi des Jeunes dans le Secteur Agricole

La rareté des emplois qualifiés amène de nombreux jeunes à accepter de travailler dans des catégories socioprofessionnelles pour lesquelles ils sont surqualifiés. Par ailleurs, cette rareté fait que certains créent leur propre activité économique pour travailler à leur compte dans l'informel malgré leur niveau d'instruction élevé.

L'amélioration de la scolarisation a entraîné le rehaussement du niveau d'instruction exigé pour occuper certains emplois. De ce fait, ce qui serait qualifié de déclassement hier pourrait ne pas l'être aujourd'hui. C'est pourquoi, dans ce contexte, il serait prudent de nuancer sur la gravité du phénomène.

Le mode de recherche d'emploi des chômeurs ne procède pas du circuit officiel. En effet, les chercheurs d'emploi de la Communauté Urbaine de Niamey passent par soit la mobilisation du réseau de solidarité familiale (ce procédé concerne 70% des cas), soit la prospection directe auprès des employeurs dans 8,9% des cas, soit l'inscription à un concours dans 4,4% des cas ou à travers les petites annonces dans 3,3% des cas. En fait seuls, 10,2% de chômeurs sollicitent les services de l'Agence Nigérienne pour la Promotion de l'Emploi (ANPE). En réalité, très souvent, les demandeurs d'emplois ne sont pas informés des possibilités institutionnelles qui s'offrent à eux en vue de leur faciliter les contacts et les placements. C'est dire qu'il existe un problème quant à la confrontation réelle entre l'offre et la demande du travail.

Il y a une nette différence entre l'accès à l'information dans la capitale Niamey et dans les régions. De plus, les personnes intéressées pour produire et/ ou entreprendre ne sont pas toujours informées des activités de promotion telles que les foires et les séminaires pertinents comme par exemple le Salon de l'Agriculture, de l'hydraulique, de l'Environnement et de l'Elevage du Niger (SAHEL Niger); c'est un Salon réputé et fréquenté par divers groupes d'agriculteurs et fournisseurs de produits agricoles partout au Niger; c'est le Réseau des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA) en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, qui a organisé du 19 au 24 Février 2019 au Palais du 29 Juillet la 5ème édition du Salon.

De même que pour l'accès à l'entrepreneuriat, concernant les lacunes identifiées chez les jeunes désireux d'entreprendre et de mettre leurs idées d'entrepreneuriat en pratique, il est clair qu'avec un taux d'alphabétisation et de scolarisation peu avancés, il faudrait mettre l'accent sur les compétences de base dans un premier temps, pour ensuite passer aux connaissances plus techniques telles que la conception de plan d'affaires etc.

- Basic literacy skills : savoir écrire et compter, focus on management, comptabilité
- Life skills : peur d'entreprendre, manque de confiance en soi
- Accès à l'information sur les opportunités, notamment sur l'offre des programmes d'accompagnement, des appels à concours etc.

Parmi les obstacles à l'accessibilité des services Internet, figurent le niveau généralement faible des connaissances informatiques dans la population, la médiocrité des infrastructures et le coût élevé des services Internet. L'approvisionnement en électricité est également insuffisant; de grandes zones rurales ne sont pas raccordées au réseau et les grands centres urbains sont souvent déconnectés. Le programme itinérant de sensibilisation des jeunes et d'initiation à l'informatique est un moyen intéressant de promouvoir les compétences informatiques dans la société.

Toutefois, sans avoir de chiffres exacts, Catalystas Consulting peut supposer qu'avec la croissance démographique croissante du pays et la faible croissance économique, le chômage et le taux de non-emploi ont malheureusement continué à augmenter. De plus, la tendance vers le travail indépendant et l'entreprenariat formel est encore très modeste.

De manière anecdotique, plusieurs personnes interrogées à Niamey ont parlé de pertes d'emplois lors du sommet de l'Union africaine tenu dans la capitale nigérienne les 4 et 8 juillet 2019. Catalystas Consulting a assisté - en tant que témoin de passage - à la construction du centre de conférences Mahatma-Gandhi, à la rénovation du Palais des

congrès, au nouvel aéroport international de Diori Hamani, etc. Cependant, la plupart des ouvriers du bâtiment n'étaient pas des ressortissants nigériens. Les employeurs préfèrent employer des professionnels étrangers.

IV. Politiques et Efforts en matière d'Emploi

Historiquement, l'Etat nigérien reste le premier employeur 'formel' au Niger et le premier employeur moderne avec 34 184 salariés en 2005, la masse salariale absorbant l'essentiel du budget de l'Etat au détriment des actions d'investissement. Selon le genre, la répartition des fonctionnaires fait ressortir une disparité énorme entre les hommes et les femmes. Sur un total de 39 746 agents (en 2000), on comptait 10.349 femmes, soit une proportion de seulement 26%.

Selon l'annuaire des Entreprises inscrites au Niger, on ne mentionne que 8 compagnies d'envergure. Cependant, dû à des facteurs économiques et de sécurité nationale, plusieurs entreprises –multinationales et nationales- ferment actuellement leurs portes e.g. Braniger, Olga Oil, Orano. La plupart des entrepreneurs préfèrent rester dans l'informel (ne pas demander un NIF pour échapper aux exigences fiscales); en général, peu d'entreprises dans le secteur formel opèrent au Niger ; cela vaut particulièrement pour le secteur agro-alimentaire. L'irrégularité du travail, les variations saisonnières des activités et le sous-emploi constituent autant de caractéristiques de l'emploi informel qui contribuent, avec les éléments évoqués ci-dessus, à accroître la vulnérabilité à la pauvreté des travailleurs de ce secteur.

En ce qui concerne l'emploi des jeunes, il constitue une priorité et une préoccupation importante du gouvernement nigérien. Avec un taux d'accroissement naturel de l'ordre de 3,3%, la population nigérienne croît à un rythme rapide. A cela, s'ajoutent l'inadéquation entre la formation et les besoins du marché du travail, la faiblesse du système éducatif en termes d'offre, d'accès et de qualité et le faible niveau général de développement humain du pays. Cela se traduit par la persistance, en ville comme dans les zones rurales, des problèmes économiques et sociaux tels que la pauvreté, l'analphabétisme, la mendicité, la délinquance, l'exode, etc. L'ANPE estime que 34,62% en moyenne de la population active est sous-employée au niveau national.

En zone rurale, les principales sources d'emploi sont l'agriculture, l'élevage, la pêche et le secteur rural non agricole regroupant notamment des activités de transformation des produits agro- sylvopastoraux, l'artisanat, les activités de fabrication de matériel agricole et ménager, le commerce, le bâtiment, les services de transport, les services de restauration et autres services.

Lors de la mission Catalystas au Niger, on a appris par des témoignages anecdotiques et à travers des nouvelles type 'fait divers' dans les médias que les zones identifiées par le gouvernement néerlandais/ RVO ne sont pas du même développement socio-économique et commercial que la capitale de Niamey.

Plus concrètement, en ce qui concerne les régions, le caractère de Maradi comme la capitale économique et commerciale est accentué grâce à sa proximité avec le pays voisin Nigéria. En revanche, cela entraîne également de la contrebande et un danger imminent de terrorisme et banditisme.
Pour ce qui est la région de Tahoua : cette ville souffre depuis des décennies d'une instabilité de sa population active. C'est un sujet de plaisanterie, mais l'exode de la ville de Tahoua vers la capitale de Niamey et notamment à l'étranger s'est imprégné dans sa culture à tel point « qu'on n'est 'prêt(e) à se marier' que lorsqu'on fait la preuve de l'étranger ».

Catalystas est de l'avis que les mesures prises par les pouvoirs publics n'ont pas réussi à inverser la tendance à l'augmentation du chômage et ses autres conséquences. Sans une politique volontariste de promotion d'emplois durables et décents au niveau de tous les secteurs d'activité et en particulier au niveau de l'agriculture et du secteur informel (rural et urbain) où travaillent la majorité des pauvres, il sera difficile pour le Niger d'inverser à terme la tendance à l'aggravation du phénomène de pauvreté.

A. Programmes gouvernementaux d'emploi pour les jeunes

Il existe quatre ministères en charge de l'éducation au Niger; il s'agit notamment du Ministère de l'Enseignement Primaire de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationale; le Ministère de l'Enseignement secondaire; Le Ministère de l'enseignement professionnelle; et le Ministère de l'enseignement supérieure et de la recherche scientifique.

Les programmes pertinents de la part du gouvernement nigérien sont tous menés par l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE) qui exécute actuellement 2 programmes que Catalystas considère pertinents pour cette mission, destinés aux jeunes: le Programme d'Aide à l'Insertion Professionnelle des Jeunes (PAIJ) avec l'objectif d'améliorer l'employabilité des jeunes et promouvoir leur insertion dans la vie active d'une part, et le Programme d'Aide à la Création d'Entreprise (PACE) pour le publics cibles des jeunes désireux de s'installer à leur propre compte par la création d'emploi indépendant ou de micro entreprise d'autre part. Les Instruments de PAIJ sont doubles: il existe des Contrats de Stages d'Initiation à la Vie Professionnelle (COSIVIP) pour les diplômés de l'enseignement supérieur, technique et professionnel à la recherche d'un premier emploi; et il y a le mécanisme du Contrat de Reconversion Professionnelle (CRP) pour les diplômés de l'enseignement supérieur, technique et professionnel et des travailleurs ayant perdu leur emploi.

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Des demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

Dans le secteur de l'éducation, le Taux de Scolarisation (UNICEF 2017) est à 72% pour les filles et à 83% pour les garçons. Seuls 34% des enfants (31% filles, 42% garçons) inscrits au primaire ont achevé le cycle; et seuls 14% des femmes (42% hommes) sont alphabétisées. Ainsi, l'éducation primaire n'est pas assurée pour tous, l'objectif qui est l'universalité, n'est donc pas atteint.

Au niveau de l'offre d'emploi on retiendra que les structures de l'économie nigérienne sont rigides et peu propices à une promotion d'emplois durables et massifs. Cette offre d'emplois se caractérise notamment par un sous –emploi massif (plus de 750 000 actifs occupés) et l'informalité.

Compte tenu de toutes ces contraintes, l'emploi ne protège pas suffisamment contre de la pauvreté car plus de 58% d'individus effectivement occupés sont pauvres.

En règle générale, Catalystas a pu observer sur le terrain plusieurs projets et programmes prometteurs pour stimuler la création d'emploi des jeunes. Catalystas adhère à la stratégie de renforcer les capacités des institutions étatiques. *Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Des demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.*

B. Programmes éducatifs liés à l'emploi des jeunes

La proportion des élèves en formation professionnelle et technique par rapport aux élèves suivant l'enseignement de base a certes fortement augmenté passant de 15,5% à 25,57 % de 2013 à 2015 ce qui est excellent mais encore faible en terme absolu. Les faibles moyens dont dispose l'enseignement professionnel et technique expliquent en partie ces résultats.

Déjà un nombre significatif de jeunes diplômés de l'enseignement secondaire et supérieur (7300 recensés en 2009) ne trouvent pas d'emplois. Les jeunes avec un très faible niveau scolaire ont par conséquent toute chance de venir gonfler une masse sous employée dans un secteur informel à très faible productivité et aux rémunérations misérables.

i. Formation professionnelle technique EFTP

Le Gouvernement, au travers du programme d'action triennal de promotion de l'emploi des jeunes au Niger (2010-2012), a proposé une stratégie interministérielle visant à « promouvoir la formation et l'insertion d'au moins 100 000 jeunes de 2010 à 2012». Dans la perspective de la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'enseignement et de la formation professionnels et techniques (EFPT) adoptée en mars 2006, le Ministère en charge du sous-secteur a rédigé le « Programme de modernisation et de développement de l'EFPT, (PMD/EFPT) ».

Depuis 2008, la BAD, la Coopération luxembourgeoise et SWISSCONTACT sont les partenaires impliqués dans le financement et le soutien du sous-secteur. Les cycles 1 et 2 sont désormais soutenus par le développement du réseau de l'Académie d'Enseignement Technique (CET) et du Centre de Formation aux Métiers (CFM), d'une part, et des écoles professionnelles, d'autre part. Un réseau de plateformes d'information et d'orientation professionnelles des jeunes bénéficie actuellement de l'accompagnement de SWISSCONTACT (Programmes de l'Union Européenne, de la Coopération Suisse, d'UNICEF). La Politique Nationale de Jeunesse a été actualisée en 2016 avec l'appui de l'UNESCO BREDA et de l'UNICEF et est en cours d'adoption par le Gouvernement. Cette politique ancre avant tout la nécessité de relever le défi de l'intégration socio-économique des jeunes par rapport à l'ODD 8. Les différentes versions locales du Conseil national de la jeunesse (CNJ) ont déjà établi un plan opérationnel régional pour la mise en œuvre de cette politique.

A l'occasion de l'élaboration en 2013 du Programme sectoriel de l'Education et de la Formation (PSEF), les stratégies définies dans le PMD/EFPT ont été révisées. Sur la base de la demande potentielle évaluée sur 2010 (91700 jeunes), puis projetée sur 2016 (229000) et 2024 (plus de 504000 jeunes), le PSEF prévoit l'accueil en formation d'environ le sixième de cet effectif. En ce qui concerne les effectifs: sur un effectif total de 187 838 apprenants de l'EFTP en 2014-2015, l'effectif de l'EFTP Non Formel (non diplômant) est de 151 621 et l'effectif de l'EFTP Formel est de 36 217 élèves dont 18 301 filles avec un indice de parité de 1,02 fille pour 1 garçon (ANNUAIRE STATISTIQUE _MEPT_2014_2015).

Basé sur les observations de terrain de même que sur des recherches documentaires, Catalystas est de l'avis que l'EFPT devra se réformer pour faciliter la réponse à la demande potentielle des niches d'emploi pour les jeunes et s'articuler avec l'insertion professionnelle des étudiants sortants de l'EFPT. Il est nécessaire de définir comment les différents processus peuvent être mis en œuvre efficacement et comment ouvrir le champ d'action du sous-secteur à la formation liée aux secteurs productifs et aux acteurs économiques. En guise d'illustrations, Catalystas met l'accent sur l'importance et le potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes dans la maillon de transformation des produits agricoles de lait frais, de moringa, d'oignon, de l'arachide et de la mangue. Cela vaut également dans des secteurs alimentaires tels que la boulangerie, la pâtisserie et la distributions des boissons comme le lait et le jus frais.
Pour des informations plus détaillées sur les créneaux d'emplois prometteurs pour les jeunes, Catalystas Consulting renvoie à l'Annexe D : Chaînes de valeur sélectionnées.

ii. Les mentors et les programmes de formation privée

Au niveau local il n'existe que quelques programmes de formation privée, le plus souvent fournis par des cabinets ou des ONGs locales, tels que: Maradi Association Epp, Groupement Munyukura Mu Samu, Nigetech, Ong Cecit, Ong Mica, Ong Rail Niger, Ong Salsani, Ong Sared, Ong Tattali. En plus, dans leurs stratégies de recherche d'emplois, les chômeurs utilisent beaucoup plus les relations familiales où d'autres liens que les institutions officielles à cause surtout du manque d'information sur ces institutions.

Lors de la mission Catalystas au Niger, nous avons rencontré des personnes et des institutions intéressantes qui s'engagent pour former les jeunes pour trouver un travail décent dans des filières porteuses. Dans ce cadre Catalystas suggère au gouvernement néerlandais/ RVO de faciliter des actions de formation professionnelle spécifique. Pour plus d'informations, Catalystas fait la référence à la [redacted] liste des parties prenantes (Annexe B).

C. Efforts des donateurs internationaux et bilatéraux dans les domaines de l'emploi des jeunes

Les principaux bailleurs bilatéraux et multilatéraux leurs projets et leurs programmes) dans ce domaine sont : GiZ, Lux Development, SDC, Swiss Contact, Oxfam, SNV, Agriprofocus, Mercy Corps, Banque Mondiale, OIM, Union Européenne.

Pour un aperçu détaillé des projets et programmes intéressants pour la création de l'emploi et de l'esprit d'entreprise au Niger, nous renvoyons à l'Appendix C: Analyse complète du programme de création d'emplois pour les jeunes entrepreneurs et l'esprit d'entreprise au Niger» pour un aperçu complet des éléments essentiels de chacun de ces programmes. Celui-ci contient des colonnes où Catalystas donne la description des projets et programmes, ainsi que des commentaires et références par Catalystas et des suggestions de collaboration pour la valeur ajoutée du gouvernement néerlandais/RVO et d'autres intervenants des Pays-Bas. Les intervenants avec lesquels Catalystas a pu échanger, sont disponibles sur la [redacted] la liste des parties prenantes (Appendix B).

V. Analyse situationnelle régionale de l'emploi des jeunes et vue d'ensemble du secteur agricole par région (Niamey, Maradi, Tahoua)

En guise de résumé (voir plus haut): les secteurs agro-sylvo-pastoraux occupent 82% de la population active. Au Niger, le secteur agricole est encore archaïque et la population pratiquant cette activité se retrouve souvent face à la pauvreté. La majeure partie de la production (85%) est autoconsommée. Les principaux freins au développement du secteur agricole sont: le faible volume de l'investissement privé dans l'agriculture; la manière archaïque dont est menée l'agriculture; et l'absence de filière et de véritable chaîne de valeur porteuse pour la production à grande échelle.

Confronté par ces défis, le gouvernement nigérien poursuit activement la mise en œuvre de l'Initiative 3N : « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens » qui constitue un exemple de succès et de bonnes pratiques dans le domaine de la sécurité alimentaire et du développement agricole. Cette Initiative a pour l'objectif de renforcer les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes naturelles.

Les problèmes de sécurité dans les régions ont des conséquences sur les activités de marché au Niger. L'insécurité provoquée par Boko Haram dans la région du lac Tchad a perturbé le fonctionnement des marchés agricoles, y compris le marché de la capitale de Niamey et de Maradi.

Les principaux produits agricoles du pays et des zones identifiées par le gouvernement néerlandais/ RVO sont: du mil, du sorgho, du niébé et de l'arachide. Un peu de coton est produit plus au sud, dans la zone soudanienne. Les dépressions créées par des cours d'eau anciens ou récents sont utilisées pour les cultures maraîchères (tomates, oignons, etc.) ou les arbres fruitiers. On cultive du riz autour du fleuve Niger. Les autres cultures de moindre importance sont la canne à sucre, le maïs, le manioc et la patate douce.

Production agricole majoritairement de subsistance:

Maradi: Mil, Sorgho, Maïs, Niébé, Voandzou, Gombo, Manioc. Tahoua: Mil, Sorgho, Maïs, Niébé, Voandzou, Gombo. Niamey: Arachide, Sorgho, Niébé, Mil.

Les principaux bailleurs (et leurs programmes) dans ce domaine sont: groupe de la Banque Mondiale; MCA; les Organismes d'aide au développement USAID; AFD; SNV; and PNUD. Tout récemment (le 8 juillet 2019) on a connu le lancement à Niamey d'un vaste programme de formation de 100 000 jeunes du Sahel.

[redacted]

Dans ce qui suit, Catalystas s'est vu confronté à des contraintes d'informations statistiques limitées. La documentation d'enseignement et d'emploi n'est souvent pas mise à jour, ni agrégée par sexe ou par âge.

A. Niamey

Capitale nationale, la ville de Niamey constitue le principal pôle commercial et administratif et elle abrite la plupart des industries du pays. Elle est la ville la plus peuplée, comptant, en 2012, 1 026 848 habitants (49,78 % d'hommes et 50,22 % de femmes). La région de Niamey est une mégapole, qui vit essentiellement de l'importation de produits alimentaire, et n'exporte presque rien vers l'extérieur. Divers produits en provenance de toutes les régions du Niger sont transportés vers la capitale de Niamey, tels que: les céréales, les tubercules, la canne à sucre, l'arachide, le moringa, l'oignon, l'ail, la pomme de terre etc.

Enseignement et Emploi des Jeunes

En 2015, le Niger comptait environ 3,5 millions de jeunes de 15 à 24 ans. En principe une bonne part de ce groupe d'âge devrait être à l'école ou au collège et seule une minorité intégrerait le marché du travail. Comme la présence à l'école décline progressivement avec l'âge, on peut estimer que quelques 2,4 millions d'emplois seraient nécessaires pour répondre pleinement aux attentes de cette cohorte de 15 à 24 ans actuelle.

La région de Niamey reste et demeure la locomotive des autres régions relativement aux taux de couverture et d'accès à l'école. En effet 79.7% des établissements sont implantées dans la zone urbaine, ce qui suppose une accessibilité facile. Niamey assure presque l'équité entre filles et les garçons avec un enseignement privé assez développé (un élève sur quatre, relève du privé). Le système éducatif régional est conforme au système national caractérisé par une structure pyramidale comportant trois ordres d'enseignement : le primaire, le secondaire et le supérieur. La durée des cycles est de six (6) ans pour le primaire, quatre (4) ans pour le premier cycle du secondaire et de trois (3) ans pour le second cycle du secondaire. A ces trois ordres d'enseignement, il faut adjoindre l'éducation préscolaire instaurée en 1977 et qui ne concerne que les centres urbains. En termes de chiffres illustratifs, le taux de scolarisation dans les années 2016-2017 à l'Enseignement Secondaire était de 74,4% (Garçons 72,2%, filles 76,4%, Source : Direction Régionale de l'Enseignement Secondaire).

[redacted]

En effet, ce sont prioritairement la Coopération luxembourgeoise et SWISSCONTACT qui sont les partenaires impliqués dans le financement et le soutien de ce sous-secteur EFTP. Les cycles 1 et 2 sont soutenus par le développement du réseau de l'Académie d'Enseignement Technique (CET) et du Centre de Formation aux Métiers (CFM), d'une part, et des écoles professionnelles, d'autre part. Un réseau de plateformes d'information et d'orientation professionnelles des

jeunes bénéficie actuellement de l'accompagnement de SWISSCONTACT (Programmes de l'Union Européenne, de la Coopération Suisse, d'UNICEF).

Sécurité et Obstacles

Les problèmes de sécurité dans les régions ont des conséquences sur les activités de marché et les résultats humanitaires au Niger. L'insécurité provoquée par Boko Haram dans la région du lac Tchad a perturbé le fonctionnement des marchés agricoles, y compris le marché de la capitale de Niamey.

Comme souligné par le système d'information et d'alerte 24 précoce du FAO par rapport au Niger: « L'insécurité et les effets de l'état d'urgence continueront d'entraver la circulation des personnes et des biens et l'accès à certains marchés et zones à fort potentiel de production pastorale. Cela peut entraîner des difficultés alimentaires et nutritionnelles pour les ménages pauvres et très pauvres. Selon le Bureau régional de l'état civil, des migrations et des affaires des réfugiés, en novembre 2018, environ 300 000 personnes ont été déplacées, dont environ 51 900 déplacés internes à Tahoua et Tillabéry Régions » (FAO GIEWS, 2018).

Défis pour les Jeunes

De nombreux jeunes sans emploi doivent partir en quête d'opportunités vers des villes, notamment Niamey, qui ne disposent actuellement ni d'infrastructures pour les accueillir ni d'emplois à leur offrir. D'autres iront chercher des emplois par l'émigration. L'existence d'importants contingents de jeunes sans emploi constitue un facteur de risque politique et social majeur.

Identification du secteur majeur au Marché Agricole

La région de Niamey est terre de cultivation pour des produits variés. Parmi les produits ou cultures de rentes destinés à la transformation ou à l'exportation, l'on retiendra les plus importants qui suivent: l'oignon, le niébé, le souchet, le sésame, la gomme arabique, la viande, les cuirs et peaux. Pour être compétitif, les produits nigériens doivent répondre aux exigences internationales de sécurité et de qualité, de besoin des marchés et de prix, ce qui est un défi pour le pays.

Divers produits en provenance de toutes les régions du Niger sont transportés vers la capitale de Niamey, tels que : les céréales, les tubercules, la canne à sucre, l'arachide, le moringa, l'oignon, l'ail, la pomme de terre etc.

L'alimentation de base à Niamey consiste dans les produits suivants: riz, maïs, mil, sorgho. Il y existe en zone péri-urbaine, une production de produits frais, et produits laitiers destinés exclusivement au marché de Niamey. Champions dans la production maraîchère sont la tomate et la laitue. Récemment, il y a également un développement important de l'aviculture en zone péri-urbaine (essentiellement la production d'œufs).

B. Maradi

La Région de Maradi est située au centre sud du territoire nigérien. Elle est limitée à l'est par la Région de Zinder, à l'ouest par la Région de Tahoua, au nord par les régions de Tahoua et Agadez et au sud par la République fédérale du Nigeria. Capitale économique, la ville de Maradi est le plus grand pôle économique du pays. Elle doit son essor à sa position stratégique sur la route principale qui relie les plus grandes villes du pays, Niamey et Zinder.

Concernant l'aspect démographique, la région de Maradi reste la plus peuplée du Niger avec une population estimée à 3 678 028 habitants en 2015. Un autre élément important est que la majeure partie de la population (2 747 666 personnes en 2012) de la région réside dans le milieu rural, soit 85,4 %. En s'intéressant à la répartition par âge, elle est marquée par une forte proportion de jeunes (54,7% de la population à moins de 15 ans). Cette forte proportion des jeunes est synonyme d'un accroissement de certains besoins sociaux comme l'éducation, la santé et surtout l'emploi.

S'agissant de l'incidence de la pauvreté, les résultats de l'ENBC 2007/2008 classent la région de Maradi comme la région la plus pauvre du Niger. Il ressort de ces résultats que 79.7 % de la population de la région de Maradi vit en dessous du seuil de pauvreté contre 59,5 % au niveau national.

Emploi et Enseignement des Jeunes

Capitale économique, la ville de Maradi est le plus grand pôle économique du pays. Elle doit son essor à sa position stratégique sur la route principale qui relie les plus grandes villes du pays, Niamey et Zinder. D'après le recensement de 2012, elle compte 267 249 personnes (51,28 % d'hommes et 48,72 % de femmes).

Maradi est avant tout une ville marchande jouant, à l'égard de son arrière-pays, le rôle de plaque tournante dans le commerce des produits agricoles et des marchandises. De plus, sa situation géographique fait d'elle une ville frontière: le Nigéria n'est distant que d'une quarantaine de kilomètres et Kano n'est guère à plus de trois heures de route.

[redacted]

En effet, ce sont prioritairement la Coopération luxembourgeoise et SWISSCONTACT qui sont les partenaires impliqués dans le financement et le soutien de ce sous-secteur EFTP. Les cycles 1 et 2 sont soutenus par le développement du réseau de l'Académie d'Enseignement Technique (CET) et du Centre de Formation aux Métiers (CFM), d'une part, et des écoles professionnelles, d'autre part. Un réseau de plateformes d'information et d'orientation professionnelles des jeunes bénéficie actuellement de l'accompagnement de SWISSCONTACT (Programmes de l'Union Européenne, de la Coopération Suisse, d'UNICEF).

Sécurité et Obstacles

Des menaces imminentes de sécurité se présentent dans la région de Maradi, dû à la proximité de la frontière avec Nigéria et l'existence des groupes armés. Lors de la mission Le Gouvernement néerlandais/ RVO il y a des incidents à propos d'une législation contestée pour la tolérance religieuse. Des individus voulant 'défendre' un marabout antichrétien ont incendié une église.

Défis pour les Jeunes

Du point de vue économique, dans la région il y a encore du potentiel à exploiter pour la transformation d'oignon, tomate, poivre, mangue, sésame, souchet, lait et viande (kilichi de Tessaoua) et cuir et peaux dont celles très recherchées de la chèvre rousse de Maradi.

Il convient de noter une forte potentialité en matière de transformation d'arachide en huile, ce qui explique l'existence de l'unique huilerie du Niger à Maradi, « OLGA OIL » et qui n'arrive pas à satisfaire la demande nationale. Il est déplorable que cette huilerie a récemment annoncé de fermer ses portes, dû à la forte compétition des 'voisins du Nigéria' et à la préférence des consommateurs nigériens pour des produits étrangers.

Identification du secteur majeur au Marché Agricole

L'alimentation de base dans la région de Maradi se compose des produits suivants: millet, sorgho, niébé, maïs, riz, moringa. La production et la consommation d'arachides (principalement des produits transformés), de souchet et de sésame sont importantes. En ce qui concerne les petits ruminants, il convient de noter que le mardi est le fameux foyer de la chèvre rousse. Elle joue un rôle majeur dans l'économie rurale pour son lait et ses peaux. La chèvre de Maradi améliore la vie des agriculteurs familiaux, stimule l'économie locale et rend plus accessible une meilleure nutrition. Ces espèces d'animaux indigènes deviennent plus faciles et plus rentables à élever. Des produits frais (poivre, tomate, chou, melon, melon, melon, pastèque et niébé) sont cultivés dans la région.

Les céréales et les produits maraîchers sont exportées vers les autres régions (Agadez, Niamey, Diffa). Le niébé, le moringa, l'arachide font aussi l'objet d'exportation vers les autres zones nigériennes. Une partie de la production locale de mil, le souchet, et les produits frais (poivron, tomate, chou), le bétail sur pied, sont exportés vers le Nigéria. Le moringa est exporté vers la Chine, le Maroc, l'Algérie et l'Arabie Saoudite.

C. Tahoua

Tahoua est la quatrième grande ville du pays, avec une population de 149 498 personnes (49,56 d'hommes et 51,44 % de femmes). Elle constitue un point de passage sur l'axe qui relie les villes de l'est et du sud-est aux villes du nord, position qui lui a permis de devenir un centre économique important à l'échelle du pays. Enfin, face à la réputation de la région de Tahoua associée à un taux relativement élevé d'immigration (nationale et internationale), il existe de diverse mesures telles que la mise à disposition des prêts aux jeunes pour décourager l'exode rural et créer les conditions d'un exode urbain. Ceci permettra de réduire le chômage urbain et le sous-emploi rural.

Emploi et enseignement des jeunes

La région de Tahoua est une zone agro pastorale et l'élevage y est très développé pour la production de viande (bovins, ovins, caprins, et camelins) et la production de lait (bovins et camelins). Bien à noter est également d'importants sites miniers qui sont à même de générer des emplois pérennes; il s'agit du charbon et du phosphate. L'artisanat est aussi très développé et tend à prendre une importance à ne pas négliger dans le milieu des ethnies Touaregs et Peul.

[redacted]

En effet, ce sont prioritairement la Coopération luxembourgeoise et SWISSCONTACT qui sont les partenaires impliqués dans le financement et le soutien de ce sous-secteur EFTP. Les cycles 1 et 2 sont soutenus par le développement du réseau de l'Académie d'Enseignement Technique (CET) et du Centre de Formation aux Métiers (CFM), d'une part, et des écoles professionnelles, d'autre part. Un réseau de plateformes d'information et d'orientation professionnelles des jeunes bénéficie actuellement de l'accompagnement de SWISSCONTACT (Programmes de l'Union Européenne, de la Coopération Suisse, d'UNICEF).

Sécurité et Obstacles

Il existe des mesures de sécurité pour le personnel local/ expatrié des organismes internationaux qui se rendent à la région de Tahoua. C'est pour cela qu'il n'y pas de passage sans escorte dans les zones rouges dans les régions de Tillabéri, Nord Tahoua, Diffa et Agadez. Cela affecte l'exploitation opérationnelle des chaînes de valeur surtout pour les maillons de transport et de commercialisation; il y a par exemple de fortes restrictions pour le passage de motos, ce qui constitue

néanmoins le moyen de transport pour les paysans familiaux dans leurs activités d'accès au marché local. Cette situation aggravante d'insécurité affecte également les hommes et les femmes dans leur liberté de mouvement en général, entre autres pour l'accès à l'école, au magasins etc.

Défis pour les Jeunes

La lutte contre la dégradation de l'environnement : la sécurisation durable des activités agricoles exige que soient menées des actions de protection de l'environnement plus volontaristes pour inverser la tendance à la dégradation du capital naturel (terres agricoles, pâturages, forêts, ressources en eau).

Possibilités à la région de Tahoua pour la création des mini fermes agricoles et des mini laiteries ; trois filières présentant des avantages comparatifs évidents : l'oignon, le niébé et le poivron ; en outre la gomme arabique peut aussi à terme déboucher sur la mise en place d'une usine de transformation avant exportation, ce qui pourrait générer une valeur ajoutée dégagée par les emplois décents et pérennes y découlant.

Dans le domaine de la conservation de l'oignon : l'expérience ANPIP/INRAN tentée a été positive de telle sorte que dans la zone de Gindan IDER, sur une production de 20 tonnes, une perte de moins de deux (2%) pour cent a été observée alors qu'elle tourne habituellement autour de 10 à 15 % par la méthode traditionnelle. L'effet de la conservation engendre un gain d'au moins 20.000f par sac de la période des récoltes à la période de vente saisonnière soit deux ou trois mois après.

Identification du secteur majeur au Marché Agricole

L'alimentation de base dans la région de Tahoua consiste dans les produits suivants: le mil, le sorgho, le maïs importé. L'élevage est très développé pour la production de viande (bovins, ovins, caprins, et camelins) et la production de lait (bovins et camelins). Il faut noter également l'existence des grands bassins de production d'oignon, et la tomate, pomme de terre, manioc et patate douce. L'importation des céréales en provenance des régions de Dosso, Maradi et Zinder. La canne à sucre est aussi importée des régions de Dosso et Zinder.

VI. Cinq chaînes de valeur recommandées

Les exploitations agricoles du pays sont souvent de taille modeste, et il s'agit d'exploitations familiales. Elles produisent plusieurs produits, en s'adaptant aux saisons. Le fait de mener une réflexion en terme de chaînes de valeur porteuses doit prendre en compte ces spécificités locales et régionales. En effet, il y a un risque à encourager la spécialisation des exploitations sur un seul produit, comme cela avait d'ailleurs beaucoup été fait lors de la colonisation. Les sols exploités de cette manière ont en effet souvent tendance à s'appauvrir, et de plus, cela rend les familles extrêmement vulnérables à des facteurs externes comme par exemple une baisse des prix ou une invasion de nuisibles. Une réflexion sur les synergies et complémentarités entre chaînes de valeur, ou une vision en termes de "panier de produits" est donc à recommander. Dans la même logique, le développement de la "shared economy", par exemple en développant la mise en commun des moyens de production, des infrastructures de transformation, des chaînes de packaging et d'emballage des produits transformés, et des actions de marketing sont extrêmement pertinentes.

Afin d'identifier un certain nombre de chaînes de valeur agricoles ayant un fort potentiel d'impact positif qui peut découler des initiatives d'investissement et de soutien néerlandaises, notre mission de cadrage a examiné divers produits agricoles disponibles sur les trois zones cibles. Grâce à des entretiens avec des fournisseurs locaux, des gérants d'entreprises, des groupements et coopératives, des fonctionnaires et des acteurs internationaux, tout en gardant à l'esprit les objectifs politiques du gouvernement néerlandais, nous avons été en mesure de sélectionner quelques chaînes de valeur qui pourraient grandement bénéficier du maintien ou de l'expansion des programmes existants grâce à un soutien des Pays-Bas.

Ces chaînes de valeur sont :

- les produits laitiers (Niamey, Maradi, Tahoua)
- l'oignon (Niamey, Tahoua)
- la mangue (Niamey)
- l'arachide (Niamey, Maradi)
- le moringa (Niamey, Tahoua)

Bien que cette liste ne soit pas exhaustive et qu'il existe de nombreuses autres options d'investissement, nos recherches suggèrent que ces secteurs profiteraient grandement à la population du Niger ainsi qu'à l'économie nationale, aideraient la nation à atteindre ses objectifs de croissance économique tout en contribuant aux OMD 2, 4, 5, et 8.

Nous voulions également choisir des chaînes de valeur offrant de nombreuses possibilités d'expansion ou de soutien aux programmes existants, offrant à la fois des possibilités de partenariat et des leçons apprises, en plus de faire correspondre les besoins du marché du travail aux lacunes identifiées en matière de compétences et d'expertise. Enfin, nous nous sommes efforcés de ne pas contribuer à la sursaturation d'un secteur en particulier, d'éviter le risque de sous-diversification économique et de garder à l'esprit l'impact environnemental de la culture et de la production ayant pour objectif principal la durabilité tant économique que environnementale.

Se référer aux [redacted] Annexe E: Chaînes de valeur sélectionnées, pour des informations sur les chaînes de valeur étudiées lors de cette mission.

VII. Recommandations au gouvernement néerlandais

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Des demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

Rapports de cadrage RVO par pays: Niger

Liste de Sigles et Abbréviations

AEEN	Association des Etudiants Entrepreneurs du Niger
AFN	Association des Femmes du Niger
APD	Aide Publique au Développement
APEJ	Agence de Promotion de l'Emploi des Jeunes
ANPE	Agence Nigérienne pour la Promotion de l'Emploi
ANPIP	Agence nigérienne de la promotion des investissements privés et des projets stratégiques
ANSI	l'Agence Nationale des Systèmes d'Information (ANSI)
ARM	Agence de Régulation Multisectorielle
ASP	Agro Sylvo Pastorale
AVCN	l'Agence Nationale de Vérification de Conformité aux Normes
BAD	Banque Africaine de Développement
BAGRI	Banque Agricole
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDRN	Banque de Développement de la République du Niger
BIT	Bureau international du travail
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad
CCIN	Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CERPOD	Centre d'études et de recherche sur la population pour le développement
CET	Collège d'Enseignement Technique
CFA	West African Franc
CFM	Centre de Formation aux Métiers
CFPF	Centre de Formation et de Promotion Féminine
CFPT	Centre de Formation Professionnelle et Technique
CGE	Comptabilité et Gestion des Entreprise
CIPMAN	Centre Incubateur des PME au Niger Centre Incubateur de l'Université Abdou Moumouni
CMCAN	Centre du Métier de Cuir et d'Art du Niger
CNCA	Caisse Nationale de Crédit Agricole
CNJ	Conseil National de la Jeunesse
COSVIP	Contrats de Stages d'Initiation à la Vie Professionnelle Concours Plan d'Affaires
DAGS	Direction de l'Accompagnement des Groupes Spécifiques
DCP	Direction des Curricula et des Programmes
DDE	Sustainable Economic Development Department
DEFTP	Direction de l'Enseignement et de la Formation Professionnelle et Technique
DEFTPP	Direction de l'Enseignement et de la Formation Professionnelle et Technique Privés
DEP	Direction des Etudes et de la Programmation
DGEF	Direction Générale des Enseignements et des Formations
DGOIP	Direction Générale de l'Orientation et de l'Insertion Professionnelles

DIEP	Direction des Infrastructures et des Equipements Pédagogiques
DIFPS	Direction de l'Insertion et du Financement des Projets des Sortants
DMP/DSP	Direction des Marchés Publics et des Délégations de Service Public
DOSP	Direction de l'Orientation et des Stages Professionnels
DREP/T	Direction Régionale des Enseignements Professionnels et Techniques
DSCN	Direction de la Statistique et des Comptes Nationaux
ECOWAS	Economic Community of West African States
ECVMA	Enquête Nationale sur les Conditions de Vie des Ménages et l'Agriculture
EDS	Enquête démographique et de santé
EDSN-MICS	Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples du Niger
EF	Economie Familiale
EFTP	Enseignement et Formation Techniques et Professionnels
EJOM	Développement de la chaîne de valeur et emploi des jeunes
ENABEL	Belgian Development Agency
ENBC	Enquête Nationale sur le Budget et la Consommation
EPA	Economic Partnership Agreement
FAFPA	Fond d'Appui à la Formation Professionnelle et l'Apprentissage
FAFPCA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle Continue et à l'Apprentissage
FAO	Food and Agriculture Organisation (UN)
FMI	Fond Monétaire International
FOPROR	Formation Professionnelle Rural
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
ICRA	International Center for Development Oriented Research in Agriculture
ICRISAT	International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics
IEC	Information Education Communication
IFDC	International Fertiliser Development Center
IOM	International Organization for Migration
IREP/T	Inspection Régionale des Enseignements Professionnels et Techniques
INRAN	Institut National de la Recherche Agronomique du Niger
INS	Institut National de la Statistique
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
IDH	Indice du Développement Humain
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INS	Institut National de la Statistique
ILRI	International Livestock Research Institute
Lux Dev	Luxembourg Development Agency
MA/E	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MEP/A/PLN/EC	Ministre de l'Enseignement Primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des Langues Nationales et de l'Education Civique
MES/R/I	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
MEPT	Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques
MES	Ministère des Enseignements Secondaires
M/F	Ministère des Finances
MOJWA/MUJAO	Movement for Oneness and Jihad in West Africa
MFP/RA	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
MMD	Matu Masa Dubara
MPF/PE	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant
NEPAD	African Union's New Partnership for Africa's Development

NNN / 3N	Nigeriens Nourishing Nigeriens
NIGELEC	Société Nigérienne d'Electricité
NIGETIP	Agence nigérienne de travaux d'intérêt public pour l'emploi
NIG-017	Programme Coopération Niger - Luxembourg N°017
NZO	Dutch Dairy Association
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ODD	Objectif de Développement Durable
OEC	Observatory of Economic Complexity
OHADA	African Organization for the Harmonization of Business Law
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisations Non Gouvernementales
PAP	Priority Action Plan
PADE / FPT	Programme d'Appui au Développement de l'Enseignement et de la Formation Professionnels et Techniques
PAFHa	Projet d'Appui à la Filière Halieutique
PPP	Public-Private Partnership
PAIPCE	Programme d'Appui à l'Initiative Privée et à la Création d'Emplois
PAS	Programmes d'Ajustement Structurel
PIB	Produit Intérieur Brut
PDDE	Programme Décennal de Développement de l'Education
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PMA	Pays Moins Avancés
PIJD	Programme d'Insertion de Jeunes Diplômés
PISI	Programme d'Insertion dans le Secteur Informel
PME	Petites et moyennes entreprises
PNE	Politique Nationale de l'Emploi
PPA	Parité de Pouvoir d'Achat
PNPS	Politique nationale de protection sociale
PRC	Programme de Reconversion de Chômeurs de longue durée
PTF	Partenaires Techniques Financiers
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PRODEC	Projet de Développement des Compétences pour soutenir la Croissance
QUIBB	Questionnaire Unifié des Indicateurs de Bases de Bien-être
RECA	Réseau des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA)
RESAEN	Réseau des Structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat du Niger
RGP/H	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RNDH	Rapport National sur Développement Humain
SIFA	Site Intégré de Formation Agricole
SDR	Stratégie de Développement Rural
SDRP	Stratégie de Développement accéléré et de Réduction de la Pauvreté
SEEN	Société d'Exploitation des Eaux du Niger
SFD	Systèmes Financiers Décentralisés ()
SNP	Service National de Participation
SNV	Netherlands Development Organisation
SONIBANK	Société Nigérienne de Banque
SONICHAR	Société Nigérienne du Charbon

SRP	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
SVT	Science de la Vie et de la Terre
TBS	Tableau de Bord Social
TIFA	Trade and Investment Framework Agreement
UA	Union Africaine
UAM	Université Abdou Moumouni de Niamey
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UI Say	Université Islamique de Say
UM	Université de Maradi
UNICEF	United Nations Children's Fund
UT	Université de Tahoua
WEAMU	West African Economic and Monetary Union
WFP	World Food Programme
WIA	Women in Africa
ZLECA	Zone de Libre-échange Continental africaine

Annexe B: Liste des Stakeholders pour le Niger

Ville	Nom de la structure	Site internet
POLITIQUE - Gouvernement		
Niamey	Ministère du Commerce	
Niamey	Ministère du Travail	
Niamey	Ministère de l'Agriculture de l'Élevage	
Niamey	Ministère de l'Entrepreneuriat des Jeunes	
Niamey	Ministère de la Promotion de la Femme	
Niamey	Ministère de la Jeunesse et des Sports	
Niamey	Haut Commissariat Initiative 3 NNN	http://www.initiative3n.ne
Niamey	ANPE agence nationale de la promotion de l'emploi	http://www.anpe-niger.ne/
Niamey	Ministère de l'écononmie et des finances	http://www.finances.gouv.ne/
Niamey	FAFPA (Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage)	https://www.fafpa.net/
Niamey	DAC/POR action coopérative	
Niamey	Ministre d'État, Ministre du Plan, de l'aménagement du territoire et du développement communautaire de la République du Niger	
Niamey	CCIAN Chambre de Commerce (Maison de l'Entreprise)	http://www.mde.ne/
Niamey	RECA Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger	http://www.reca-niger.org/
Tahoua	CRA Conseil Régionale d'Agriculture	
Tahoua	Chambre de Commerce et d'Industrie	
Maradi	Conseil Régional de Maradi	
Maradi	Regional Governonr Maradi	
Tahoua	Direction de l'Elevage	
Tahoua	Conseil Régional de Tahoua	
Tahoua	Ministère de la Formation Professionnelle	
Tahoua	Regional Governonr Tahoua	

CAPITAL HUMAIN		
Niamey	African Development University	
Niamey	UASTM	
Niamey	SAFEM Salon de l'artisanat pour la femme	http://niger.areva.com/EN/niger-321/salon-de-lartisanat-pour-la-femme.html
Maradi	Leadership Challenges	
Maradi	Swiss Contact- Fédération des Coopératives Maraîchères du Niger- FCMN Niya	www.swisscontact.org/fr
Maradi	AREN Association pour la Redynamisation de l'Elevage du Niger	
Maradi	Femmes productives, FGD Fagagaou (MMD group Matsiga)	
Maradi	Femmes productives, FGD Giran Dawaye	
Tahoua	Leadership Challenges	
Tahoua	Associations des Femmes Walwala	
Tahoua	CIPMEN	
Tahoua	GIE groupe d'intérêt écononmique Kossom	

STRUCTURES DE SOUTIEN		
Niamey	CIPMEN (Centre Incubateur des PME au Niger) CIPMEN(Annexe) - Centre Incubateur des PME au Niger	www.cipmen.org www.cipmen.org / www.sahelinnonv.org
Niamey	Université Abdou Moumouni, incl. centre d'incubation	
Niamey	DC Coworking	
Niamey	L'Oasis, EmpowerHer	www.loasis-ne.com
Niamey	Cabinet AccEntrepreneur	
Niamey	2M Invest Mata Matassa	www.2mi-sa.com

Experts		
Niamey	Amza Tahirou	
Niamey	Ouma Kaltoume Issoufou	

Donateurs (multilatéral & bilatéral)		
Niamey	World Bank	
Niamey	Délégation de l'Union européenne en République du Niger	
Niamey	GIZ	www.giz.de

Niamey	USAID	
Niamey	nonRAD	
Niamey	Coóperation Suisse	
Niamey	EIB	
Niamey	AFD	
Niamey	Enabel Niamey	
Niamey	Ambabel	
Niamey	AFP-PME	
Niamey	Millenium Challenge Account US	
Niamey	Coopération Danonise	
Niamey	Coopération Espagnonle	
Niamey	Lux-Development	www.luxdev. https://niger.luxdev.lu/fr/activities/project/NIG/025
Niamey	IFDC	www.snv.org
Niamey	2 SCALE (SNV & IFDC)	niger@snv.org
Niamey	SNV	
Niamey	PASEC	
Niamey	PRODEC	

ONGs		
Niamey	Plan International	
Niamey	Caritas	
Niamey	Agriterra via Trias	
Niamey	Croix Rouge Belgique	
Niamey	CARE Niger	www.care.org
Niamey	CISP (ONG Italienne)	
Niamey	Mercy Corps	
Niamey	Oxfam	
Niamey	Swisscontact	https://www.swisscontact.org/en/home.html

Organisations multilatérales		
Niamey	PNUD (UNDP)	
Niamey	ILO	
Niamey	BAD	
Niamey	IOM	
Niamey	FAO	
Niamey	FIDA	https://reliefweb.int/report/niger/le-niger-re-oit-un-financement-du-fida-pour-appuyer-les-petits-agriculteurs-familiaux
Niamey	PAC 3	
Niamey	OCHA	

Fournisseurs de formation professionnelle / Education professionnelle		
Tahoua	Direction de formation professionnelle et technique	

Réseaux d'entrepreneurs/organisations faitières / Promoteurs d'entreprises		
Niamey	Réseau AgriProFocus (SNV)	
Niamey	Confédération cooperative paysanne horticole du Niger	
Niamey	Réseau Femmes émergentes (Ambassade des USA)	https://ne.usembassy.gov/fr/grace-a-lambassade-americaine-deux-groupes-de-femmes-entrepreneures-sepanonuissent/
Niamey	FUCOPRI (faitière sur le riz)	
Niamey	AFJ (Afrique Fondation Jeune)	http://ne.viadeo.com/fr/profile/ousmane.dantata
Niamey	CNJ (Conseil National de la Jeunesse)	
Niamey	JCI (Jeune Chambre Internationale)	
Niamey	Centre Agroécologique de Productions Intégrées et de Formation en Agrobusiness/ Agro InnonveInspire	

MARCHÉS		
Niamey	Achats Service International S.A.	https://www.netherlandsandyou.nl/your-country-and-the-netherlands/niger/about-us/hononrary-consulate-in-niger

Niamey	Niger Lait	
Niamey	Laitière du Sahel	
Niamey	STA (Société de Transformation Agroalimentaire)	
Niamey	Niger Business Angels Network	
Niamey	Avi Niger	
Maradi	Femmes émergentes, coopérative 'babyfood'	
Maradi	SIFA, site intégré de formation agricole, accompagné par Swiss Contact	
Maradi	Groupement de femmes qui transforment moringa, FGD Giratawa	
Maradi	CRA Chambre régionale de l'Agriculture Maradi	
Maradi	Cabinet Sahel Bio	
Maradi	Maradi Guest House	

FINANCE		
Niamey	BCEAO	
Niamey	SONIBANK	
Niamey	BAGRI	
Niamey	Proxifina Niger SA	

CULTURE		
Niamey	Impact Com. Media Business Challenge	www.businesschallengeniger.com

Annexe E de la création d'emplois pour les jeunes au Sahel: Niger L'analyse des chaînes de valeur

Région	Produits Laitiers	Moringa	Arachide	Oignon	Mangue
Niamey	X	X	X	X	X
Maradi	X		X		
Tahoua	X	X		X	

Tableau synthétique des filières porteuses d'emploi, de revenu ou d'activités génératrices de revenu, par région et classées en fonction de leur importance; les étoiles sont comprises selon la légende qui suit :

****** : très forte intensité**
***** : forte intensité**
**** : moyenne intensité**
*** : faible intensité**

Régions Filières	TAHOUA	MARADI	Centre Urbain NIAMEY
Industries agropastorales			
viande/**lait**	****	***	*
oignon	***	**	-
arachide	**	***	-
souchet	*	****	-
sésame	*	***	-
niébé/haricot	**	****	*
poivron	**	**	*
coton	*	**	**
fruits/légumes	**	**	-
manioc	**	***	-
canne à sucre	*	*	-
gomme arabique	**	**	-

Dans les chapitres suivants Catalystas Consulting a d'abord décrit les filières jugées porteuses pour la création d'emploi des jeunes, ensuite brièvement expliqué la raison de ne pas traiter les autres filières qui toutefois pourraient mériter d'être étudiées en plus de profondeur.

1. Chaîne de valeur recommandée: produits laitiers dans les régions de Niamey, Maradi et Tahoua

1.1 Vue d'ensemble

La zone de production de lait au Niger est assez large car couvre à la fois plusieurs régions. Intervenir sur le lait offre aussi l'opportunité de répliquer les meilleurs cas au niveau des autres régions du Niger (forte capacité de mise à l'échelle). Cependant, un grand pourcentage des produits laitiers consommés dans le pays proviendrait des importations, avec en première place le lait en poudre venu d'Europe, bon marché, et en augmentation constante depuis la fin des quotas.

Selon une étude de la FAO, la production laitière atteindrait 500 millions de litres par an. Le lait représente un apport important de protéines en Afrique subsaharienne. L'élevage, et notamment le lait, participe ainsi fortement à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FAO, 2016). Les enquêtes de consommation réalisées à Niamey indiquent que plus que 99% des ménages consomment des produits laitiers, et 67% parmi eux en prennent chaque jour.

En zone nomade, le lait est presque l'alimentation de base des populations Peuls, Touaregs, Arabes et Toubous. Néanmoins, les populations urbaines consomment plus de lait que les sédentaires ruraux et moins que les populations nomades. En zone agricole, le lait est utilisé par les sédentaires ruraux comme aliment d'appoint soit en nature ou délayé dans la boule (met préparé à partir du mil ou du sorgho). Même si la consommation du lait par personne a diminué au Niger, la demande totale augmente lentement, sous l'influence de la croissance démographique.

Selon les statistiques du ministère de l'Élevage, le potentiel de production laitière au Niger dépasse 1 milliard de litres, selon des taux de lactation féminins de 15% pour les bovins, 30% pour les ovins et 35% pour les chèvres. Toutefois, ce potentiel n'a pas encore été pleinement exploité, car toutes les quantités produites ne sont ni collectées ni transformées, et seule une faible proportion de la production urbaine et semi-urbaine (environ 300 000 à 500 000 tonnes) est collectée pour être vendue directement aux consommateurs ou à des mini-consommateurs laiteries.

1.2 Barrières

Lors de la mission Catalystas Consulting, et notamment lors de notre entretien avec le groupe GIE Kossom à Tahoua, ainsi qu'avec Mme Zeinab CEO de NigerLait [redacted], on a appris que plusieurs barrières se présentent dans cette filière portant porteuse pour la création d'emploi des jeunes:

- Il y a un besoin réel d'amélioration de la qualité du lait mis sur le marché par l'amélioration de l'hygiène du lait, notamment des produits de meilleure qualité accessibles aux consommateurs.
- Il existe une demande de diversification de la gamme de produits mis sur le marché nigérien.
- Vue la forte lacune dans le domaine du volume de la production du lait, il faudrait accroître le volume notamment par le biais de l'amélioration de la productivité des troupeaux en facilitant l'approvisionnement des producteurs en intrants zootechniques (aliments bétails, produits vétérinaires).
- Le traitement du lait frais requiert du matériel spécifique, tel qu'un centre de collecte de lait construit, des motocyclettes pour la collecte de lait, d'un tricycle pour l'acheminement de lait, de matériels pour la conservation de lait pendant la phase de collecte, etc ; n'ayant pas les ressources et infrastructure nécessaire pour le conserver, un bonne partie de celui-ci périme pendant l'acheminement.
- Le manque d'infrastructure quant au stock de fourrage et de hangar entraîne pendant la saison sèche des pénuries de lait.
- Les infrastructures permettant le transport du lait quant à elles sont inexistantes ou délabrées ce qui pose des problèmes quant à l'accessibilité des centres urbains par les producteurs locaux.
- Il faut un business plan et d'un planning de collecte pour bien mesurer la balance entre l'offre et la demande.

La plus grande barrière constitue le bas prix de grandes quantités de poudre de lait exportées par des pays industrialisés vers entre autres le Niger. Cette concurrence déloyale avec le lait frais du producteur nigérien est souvent citée en exemple de région du monde où les importations de lait en poudre ont gravement déstructuré les marchés locaux.
Plus concrètement, l'Afrique de l'Ouest importe plus de 2 millions de tonnes de lait en poudre par an, provenant principalement de la Nouvelle-Zélande et de l'Union européenne. Le fait que ces produits soient peu chers et réputés comme plus fiables empêche le développement de la production locale de lait dans ces pays.
De là que le potentiel de la filière de lait au Niger est masqué par la différence de prix entre la production locale et la production extérieure[1]. Cette différence de prix vient du fait que les producteurs bénéficiant d'aide financière, ont des élevages plus importants et se réunissent en coopérative réduisant ainsi leurs coût de production, et de transports. Mais aussi du fait que les races de vaches locales produisent en moyenne 2 à 7 fois moins que les race de vaches laitières européennes.
Les gouvernements locaux n'encouragent et ne facilitent pas l'essor de la production laitière avec une taxe sur l'import de 5 % et en ratifiant un accord (APE) avec l'Europe permettant « la suppression des droits de douane sur au moins 75 % de ses exportations vers cette région, dont le lait en poudre ».

Lors de la mission Catalystas Consulting, on a rencontré d'autres barrières, notamment le fait que la production de lait par pasteur est en moyenne de 3 à 6 litres par jour, divisée en deux sessions de traite par jour. La grande majorité (plus de 99%) de ce lait ne parvient jamais sur le marché en raison des énormes distances séparant production et marché et d'énormes défis logistiques à relever pour la collecte du lait étant donné les faibles quantités produites par pasteur et l'absence de chaîne de froid pour la conservation. Seulement cinq (5) centres de collecte de lait ont été établis dans le pays, améliorant les moyens de subsistance des pasteurs dans un rayon de 30 à 40 km du centre. Si des services de collecte sont disponibles,

[1] Environ 95% du lait commercial est importé sous forme de lait en poudre. Le lait en poudre coûte environ 250 FCFA (0,23 €) le litre, tandis que le lait frais produit au Niger coûte environ 400 FCFA (0,60 €) le litre. Cette énorme différence de prix signifie que le lait en poudre est dominé par le lait en poudre importé, à l'exception du marché de niche pour les produits laitiers haut de gamme tels que le lait frais, le yaourt et le fromage, qui ne peuvent pas être créés à partir de lait en poudre.

les collecteurs de lait passent à moto pour récupérer le lait produit le matin[2] avec des jerrycans. Les centres de collecte de lait sont des coopératives qui envisagent des marges suffisamment élevées pour se maintenir, mais réaliser un profit n'est pas leur objectif premier. C'est aussi pour cette raison qu'ils ne se contentent pas de collecter le lait: ils agissent en tant que prestataires de services de vaccination et autres services vétérinaires, de centres de formation à l'hygiène dans la chaîne de valeur du lait et vendent des aliments pour animaux à des prix très bas (5 000 FCFA par sac par opposition). Leur rôle central dans la chaîne de valeur des produits laitiers et leur objectif général en font un partenaire de collaboration intéressant.
L'un des principaux défis du centre de collecte de lait est la fiabilité de l'électricité, nécessaire au refroidissement du lait. Si les coupes de courant durent longtemps, il peut arriver que le lait soit jeté. Deuxièmement, la variabilité saisonnière est un obstacle à un approvisionnement fiable en lait. Pendant la saison sèche et chaude (d'avril à juin), la production laitière peut chuter des deux tiers en raison du manque d'aliments pour animaux et du fait que les pasteurs se rendent dans des zones plus fertiles pendant cette saison.

1.3 Acteurs impliqués

Location	Acteurs
Niamey	• Il s'agit des produits dérivés du lait (yaourt, fromage, beurre…etc) qui sont produits par les sociétés laitières que sont Niger Lait SA, Solani, Laban, Tarmamoun Ader …etc . • Producteurs et transformateurs [Solani, mini-laiteries, FEFPEN (Fédération des femmes pasteurs et éleveurs du Niger), PROLAIT]
Maradi	• Centre de collecte supporté par Oxfam
Tahoua	• Le projet PRADEL de l'Agence de Développement belge Enabel intervient dans la zone de Tahoua au profit des éleveurs producteurs de lait ainsi que pour améliorer divers maillons de la chaîne de valeur des produits laitiers.

Le secteur laitier est assez bien organisé. Hormis les sociétés laitières (qui utilisent en grande partie de la farine de lait importée), il existe plusieurs associations d'éleveurs (organisations faîtières, AREN, GAJEL FNEN, DADDO) et de multiples partenaires au développement qui accompagnent le développement de ce secteur sous divers angles d'attaques, dont les deux plus importants sont : (i) l'organisation du marché par la mise en place des coopératives ou mini-laiteries (SNV, Agriprofocus, coopération italienne, ...), (ii) l'approvisionnement en aliment bétail (Enabel, ...).

1.4 Opportunités pour la création d'emploi pour les jeunes

Les jeunes interviennent à plusieurs niveaux de la chaîne de valeur des produits laitiers: production (élevage, entretien et traite des animaux). Les jeunes et les femmes interviennent en tant qu'éleveurs et employés des laiteries, collecteurs de lait cru, vendeurs de produits laitiers, fournisseurs d'intrants et de services divers. Les mini-laiteries telles que GIE Kossom à Tahoua emploient les jeunes qui sont dotés de motos pour effectuer la pré-collecte au niveau des producteurs sur le terrain. Il faut noter aussi que les femmes sont très actives dans ce secteur; certaines mini-laiteries à l'image de celle de « Kirkissoye » à Niamey sont exclusivement animées et gérées par les femmes. Ce sous-secteur, de ce point de vue contribue fortement à l'inclusion économique des jeunes et des femmes.

Plus concrètement, il y a de réelles opportunités pour les jeunes/ femmes de transformer, conditionner, distribuer et vendre des produits laitiers en d'autres produits laitiers peu répandus sur le marché nigérien, tels que le fromage, le beurre et le yaourt. De même Catalystas Consulting a identifié des possibilités de création d'emplois associées à la modernisation des machines, à la collecte et au transport réfrigérés (en fonctionnement et en entretien), ainsi que renforcement des compétences pour l'utilisation de machines pour le traitement ou les systèmes de refroidissement. Enfin, comme le démontre le cas de NigerLait (Voir Appendix B), il y a manifestement des opportunités d'emplois dans le contrôle de qualité et des normes phytosanitaires, de marketing et la publicité encourageant la consommation locale de lait frais. A moyen terme, ensemble avec des acteurs tels que RECA et les Chambres régionales d'Agriculture, l'emploi dans cette filière concerne également des techniques modernes de transformation et de production de bioproduits à base de lait (lait, fromage, beurre).

[2] Le lait de la séance de traite de l'après-midi est toujours utilisé pour l'autoconsommation. Le lait est acheminé vers les centres de collecte du lait, où il est testé pour la dilution avec de l'eau (test avec un produit chimique bleu pour la dilution) et la température. Si la température du lait est trop élevée, le lait est rejeté. Il est ensuite stocké dans de grands récipients, pasteurisé à 80 ° C et finalement transporté dans des usines de traitement et de conditionnement du lait, des yaourts et du fromage. La capacité est d'environ 700 litres par jour. Cela signifie qu'ils collectent le lait de 100 à 200 pasteurs par jour. Les pasteurs obtiennent un prix de 250 FCFA par litre.

1.5 Implication des jeunes et des femmes

De même que dans les pays voisins tels que Burkina Faso et Mali, le lait est produit en majorité par des femmes, et notamment par les communautés Peuls, très impliquées dans l'élevage et reconnues comme les spécialistes du domaine.
Le secteur des produits laitiers est essentiellement occupé par des femmes entrepreneures, tel est l'exemple du Centre de Collecte de Lait construit et équipé par le PPAAO-Niger au profit de l'entreprise Habsou Lait de Chamelle (Voir appendix C). Outre le bâtiment, Habsou Lait de Chamelle a également bénéficié de plusieurs matériels à titre d'appui. Il s'agit de la collecte de lait sur un site situé à quelques kilomètres de Niamey sur la route de Say en face du marché de Youri. Le choix du site du centre de collecte de lait de chamelle se justifie par l'existence de nombreux éleveurs de chameaux dans la zone. La promotrice a parlé de son business plan, de son ambition d'étendre la collecte à d'autres zones.
Du point de vu de l'organisation sociale et économique, le lait est habituellement consommé en nature chez les populations pastorales (Peul, Touaregs et Arabes). Originellement, dans l'élevage pastoral, quelle que soit l'ethnie, la gestion du lait relève de la femme. Cette gestion comprend la traite, la distribution du lait trait au sein du ménage pour la consommation, la transformation du lait et le troc du lait contre les céréales.

1.6 Analyse SWOT

Lait de vache: Lait frais, Yaourt, Beurre, Fromage

Forces Potentiel de haute valeur nutritionnelle pour les nourrissons Filière inclusive, à haute participation des femmes et des jeunes Produit traditionnel et majoritairement naturel Plusieurs exploitations familiales impliquées Présence d'un grand marché national et sous régional	**Faiblesses** Faible structuration des circuits de commercialisation Insuffisance des structures de stockage Faible capacité de transformation Faible chiffre d'affaires des opérateurs de la filière Traitement du lait avec du matériel spécifique et d'un centre de collecte Cherté du produit sur le marché (contrairement aux alternatives importées) Manque d'outils de conservation Traite encore pratiquée traditionnellement Rareté de l'eau pour l'abreuvage des animaux, surtout en période sèche La non-disponibilité du fourrage en période sèche; Les multiples conflits agriculteurs/éleveurs L'inadaptation du matériel pour la conservation et la fabrication du lait La transhumance des animaux
Opportunités Forte capacité de mise à l'échelle sur tout le territoire du Niger Haute valeur ajoutée par le conditionnement en emballage Grande demande sur le marché (la production locale ne satisfait pas la demande) Existence d'une plateforme sous régionale de promotion et de plaidoyer sur le lait local (cfr. Oxfam) Développement de techniques d'insémination Possible développement des partenariats public-privés avec des mini-laiteries L'abattage industriel et le séchage solaire	**Menaces** Normes de qualité hygiénique très exigeantes Prix compétitif du lait en poudre La grande concurrence étrangère avec la production en masse des produits lactés en poudre Forte irrégularité de l'approvisionnement de lait par des éleveurs nomades Changement climatique et possible réduction des pluies Les politiques de libéralisation du secteur commercial

1.7 Potentiel et contribution suggérée au gouvernement néerlandais/RVO

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

2. Chaîne de valeur recommandée: le moringa dans la région de Maradi

2.1 Vue d'ensemble

Le moringa constitue une très grande opportunité d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des consommateurs à faible revenu, grâce surtout à son accessibilité environ 0.25 euro le kilo (400 FCFA la tasse de 2,5 kg selon le Réseau des chambres d'agriculture du Niger). Cela entraîne une forte demande par le marché local, avec toujours une offre inférieure à la demande malgré le fort potentiel de développement de cette culture (Source RECA).

Le moringa fait objet de transformation (précuit, tisane, farine infantile pour les enfants malnutris etc.). Ces initiatives peuvent être développées et renforcées à travers des PPP (existence de plusieurs micro-entreprises privées) qui appuient le développement de la production et la transformation du moringa. Il existe donc la possibilité de développer des synergies avec ces dernières.

La culture du moringa est fortement climato-résiliente, sa production est en association et très bénéfique pour les systèmes de production. Les producteurs nigériens associent la culture du moringa dans plusieurs techniques agro-forestières, en vue de bénéficier leur exploitation de ses divers effets bénéfiques sur les systèmes de cultures.

Sa forte valeur nutritive offre au moringa une place de choix dans les produits conseillers dans les habitudes alimentaires pour afin d'équilibrer les besoins énergétiques et nutritionnels des populations. Il est fortement conseillé par les professionnels de la santé pour renverser l'état de malnutrition des enfants et nourrissons victimes de carences alimentaires.

Dès lors, il convient d'introduire sur le marché de nouveaux produits transformés de haute valeur nutritionnelle à base de moringa p.e. dans les farines infantiles et/ ou purées de haute valeur nutritives va fortement contribuer à améliorer l'état nutritionnel des populations nigériennes. Les feuilles de moringa sont généralement préférées cuites, en salade ou en complément avec différents mets. Elles sont vendues dans des sacs de 25 et 50 kg (entre 30 à 38 euros) par les détaillants dépendant de la période de l'année (ex. ramadan, grandes vacances…) (RECA, 2017).

La production totale pour la campagne irriguée 2018 est estimée à 79 636 tonnes. Les rendements fluctuent entre 15 à 18 tonnes/ha, avec un potentiel de 27 tonnes/ha (MAG, 2018). Le moringa est une culture produite toute l'année et à travers tout le pays sur des superficies parfois exploitées par des femmes (elle constitue pour ces dernières une source de revenu importante). On note un intérêt croissant pour sa culture du fait de sa demande sur le marché national et dans une certaine mesure pour le marché international (vers le Maghreb, l'Asie et l'Europe).

2.2 Barrières

Il existe peu d'études de chaîne de valeur pour le moringa. Sur base de données de terrain, Catalystas Consulting a pu observer les barrières suivantes : il y a la difficulté d'accès au crédit pour des groupements de femmes transformatrices de moringa, et le fait que les normes d'emballage et de certification assez exigeantes, surtout pour le marché d'exportation.

2.3 Acteurs impliqués

Les principaux acteurs dans la filière de moringa se retrouvent dans la région de Maradi : Producteurs et transformateurs [(FCMN Niyya, CAAB, Gorou-Bi, Coopérative de Tillakaina. En plus, il y a l'Entreprise Alf production, PME, Grands producteurs individuels, société de transformation du Moringa, VLAN).
Lors de la mission sur le terrain, Catalystas Consulting a rencontré des commerces de moringa:

- Anfanin Zogala, une association de base / groupement de femmes transformatrices de moringa dans la région de Maradi qui produisent du moringa et le transforment en poudre de moiga
- Santhea, MoringaLand https://www.facebook.com/Moringaland/ , une entreprise école de l'ONG AFJ, qui vend du poudre de moringa au basilic, avec la garantie 100% bio, sans pesticide ni engrais chimiques; il s'agit d'un thé SANTHEA au moringa et aux épices Www.kaomini.ne (livraison dans la demi-journée à Niamey)

2.4 Opportunités pour la création d'emploi pour les jeunes

Concernant les opportunités d'emploi, Catalystas Consulting a identifié entre autres le besoin de la formation sur les méthodes de culture agroécologiques, ce qui offre des opportunités pour les associations de femmes dans la production, la transformation, le contrôle de qualité, le conditionnement et la publicité de feuilles de moringa séchées et de poudre pour les marchés locaux. En plus, le moringa se prête à l'innovation dans la transformation en nouveaux produits dérivés tels que

le couscous de moringa. Enfin, il existe de plus en plus le potentiel d'exportation de moringa biologique sur les marchés internationaux.

2.5 Implication des jeunes et des femmes

Ce sont avant tout les jeunes qui sont actifs dans la production et le transport et les femmes qui sont essentiellement actives dans la commercialisation et la transformation en divers sous-produits. Les associations que Catalystas Consulting a rencontré sur le terrain, étaient toutes gérées par des groupements de femmes (voir plus haut).
Ce sont les femmes également qui expérimentent pour transformer le moringa en d'autres produits alimentaires tels que le couscous http://www.reca-niger.org/spip.php?article1109
https://agfundernews.com/growing-peace-in-niger-through-the-moringa-tree.html

2.6 Analyse SWOT

Feuilles cuites: (Feuilles précuites, Dambou (mixture céréales et moringa, Salade de moringa, Tisane à base de moringa, Farine nutritionnelle à base de moringa)

Forces Favorable à l'inclusion des jeunes et des femmes. Consommé sous-diverses formes et en diverses recettes, disponible sur les marchés Présence des entreprises et unités de production, de transformation et de commercialisation	**Faiblesses** Faible accès aux équipements et intrants et à la baisse des fertilités des sols Faible organisation des producteurs
Opportunités Potentiel certain pour les activités génératrices de revenues Améliorer l'accès à la finance Opportunité d'induire la création et le développement des microentreprises dirigées surtout par les femmes	**Menaces** Améliorer l'adoption de pratiques de production éco-efficaces Habilitation incertaine de la productivité et du revenu net

2.7 Potentiel et contribution suggérée au gouvernement néerlandais/ RVO

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

3. Chaîne de valeur recommandée: l'arachide dans la région de Maradi

3.1 Vue d'ensemble

La quantité produite d'arachide durant les années 70 est de 300.000 tonnes, elle était de 113.216 tonnes en 2000, soit une valeur de 1.2 milliards de FCFA correspondant à 10 % des besoins en huile du pays qui importe de la Côte d'ivoire de l'ordre de 27.211 tonnes en 2001 soit 12 milliards de FCFA.
La demande est très solvable sur le marché nigérien; ensuite il y a les activités de transformation en plusieurs sous-produits où le marché porte aussi, il s'agit de l'huile, des tourteaux, de la patte d'arachide communément appelée « DIGADIGUE », briquettes à base de coques d'arachide.
Cette filière implique principalement des femmes, est pour l'autoconsommation, ou transformée en huile de cuisson, beurre, farine; problème d'aflatoxine; les possibilités d'utiliser le beurre d'arachide pour l'enrichissement des aliments (ex: noix dodue).

3.2 Barrières

Pour toute la filière il y a peu d'organisations (inter)professionnelles. En plus, il existe une compétition déloyale avec l'offre importée des pays voisins.

3.3 Acteurs impliqués

Dans les régions de Maradi et Tahoua il y a de diverses producteurs et transformateurs (STA, fermes semencières, Halal, Amaté, sociétés de transformation, Aliments bétails, groupement des femmes transformatrices d'huile d'arachide).
Catalystas Consulting attire une attention particulière sur l'importance de la compagnie STA (voir Appendix C et http://www.plumpyfield.com/presentation/donnees-cles), fondée en 2001, qui a pour objectif de contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants les plus vulnérables en fabriquant des produits de traitement ou de prévention de la malnutrition, et de développer les produits adaptés aux habitudes alimentaires des nigériens. La création de la STA faisait suite à l'unité de production « VITAMIL » créée en 1991 par l'ONG CARITAS NIGER et subventionnée par l'Institut Royal Des Tropiques (KIT) afin de soutenir les actions du gouvernement en matière de nutrition infantile.

3.4 Opportunités pour la création d'emploi pour les jeunes

Catalystas Consulting a rencontré sur le terrain une grande société de transformation d'arachide, appelée STA (voir plus haut, et également Appendix B); toute la chaîne de filière d'arachide y était présente. Dans la phase de production, il y a des opportunités d'emploi dans la formation des associations coopératives, en particulier parmi les groupes de femmes. De cette manière on aura la possibilité de formaliser la création d'emplois stables pour des groupes de femmes transformant des cacahuètes en Plumpynut (aide alimentaire humanitaire) et d'autres produits transformés destinés aux marchés locaux et nationaux.
Ensuite, il y a certainement une ouverture pour créer de l'emploi pour les 'jeunes verts', par exemple à travers le transfert de connaissances et méthodes d'économie circulaire utilisant les résidus de 'coques d'arachide'. Cela représente le potentiel de recherche pour améliorer la diversité des régimes alimentaires, notamment en ce qui concerne les aliments pour bébés.

3.5 Implication des jeunes/femmes

Plusieurs femmes des régions de Maradi sont actives dans la transformation d'arachide en divers sous-produits cités ci-haut. Bâtir des partenariats avec les OP féminines spécialisées dans la production et la commercialisation ou la société de transformation alimentaire permettra de relancer et revaloriser la production au niveau des grands bassins de production. Cela va aussi créer des revenus importants pour les femmes (production et transformation) pour les jeunes (d'emplois non agricoles surtout en lien avec la distribution des produits issus de la transformation (innover dans d'autres produits alimentaires à base d'arachide) ou ses sous-produits (association avec d'autres denrées comme le manioc, le mil, le moringa ou la pomme de terre etc.).

3.6 Analyse SWOT

Arachide: Plumpy-nut, Huile d'arachide, Pâte d'arachide (tigadégué), Tourteaux d'arachide (Koulikouli), Coques d'arachide pour aliment bétail, Arachide bouillit/torréfiée, Bouillie de farine d'arachide et de soja (cuite), Préparation de Yazi avec le tourteau de l'arachide qui est aussi très bien consommé par la population

Forces Existence de plusieurs groupements de transformatrices de l'arachide Transformation de l'arachide en produits alicaments pour les nourrissons Production de semences améliorées Transformation des coques d'arachide pour aliment bétail, transformation d'huile d'arachide et de tigadégué (pâte d'arachide)	**Faiblesses** La faillite de la société de transformation de l'arachide comme Olga oïl Peu de rendement Beaucoup d'intermédiaires dans le maillon de fournisseurs et de transport
Opportunités Potentiel important et certain dans la lutte contre la sécurité alimentaire (toutes les classes sociaux la consomment et à la portée de tous)	**Menaces** Peu de pratiques agroécologiques Réhabilitation incertaine de la SONARA pour un nouveau départ dans la production et la transformation de l'arachide qui est aussi d'une grande

Les jeunes entrepreneurs s'intéressent beaucoup à cette activité surtout dans la commercialisation des sous-produits de l'arachide Existence des fermes semencières et fournisseurs d'intrants qui s'intéressent à la production de l'arachide (semences améliorée) Perspectives de certaines innovations dans la transformation du produit	importance

3.7 Potentiel et contribution suggérée au gouvernement néerlandais/RVO

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

4. Chaîne de valeur recommandée: l'oignon 'Violet de Galmi' dans la région de Tahoua

4.1 Vue d'ensemble

La variétés la plus connue et réputée jusqu'à l'étranger est l'oignon Violet de Galmi; Blanc de Galmi; Blanc de Saumarana, avec une production total en 2007 de 447 000 tonnes (ORO/AOC, 2008). Les principales zones de production sont: Tahoua, Zinder, Agadez, Tillabéry, Dosso, Diffa, sur une superficie de production de 9 500 ha (FAO, 2008). Les exportations en 2007 étaient pour un total de 68 000 tonnes (FAO, 2008); les principaux marchés d'exportation : Bénin, Ghana, Côte d'Ivoire, Togo, Nigéria.

En général, après l'uranium, les oignons constituent la deuxième source de revenus d'exportation pour le Niger. Le climat sec du Niger – qui pose normalement des défis incroyables aux producteurs agricoles locaux – offre aux producteurs qui se spécialisent dans la production d'oignon un avantage compétitif distinct par rapport à leurs homologues d'autres pays d'Afrique occidentale. Puisque les oignons prospèrent dans des sols plus secs et à faible humidité, ils se développent abondamment dans les terres cultivables irriguées manuellement qui bordent le fleuve Niger et le long de la région frontalière méridionale du Niger avec le Nigéria. De plus, les producteurs bien formés du Niger obtiennent conséquemment des rendements moyens qui dépassent de loin ceux de leurs homologues de la sous-région et d'ailleurs, ce qui explique en partie pourquoi leurs coûts de production sont aussi considérablement plus bas. Enfin, le Niger tire bénéfice d'une forte reconnaissance de « marque » à travers l'Afrique de l'Ouest pour son Violet de Galmi, qui est largement apprécié chez les consommateurs pour sa saveur succulente et sa haute qualité.
La filière oignon est l'une des plus organisées en matière de gouvernance, du niveau de structuration et d'organisation de son marché. Les rendements actuels sont de l'ordre de 32 tonnes/ha par cycle[3] (avec un potentiel pouvant aller au-delà de 40 tonnes/ha, en 2018 à Agadez).

En terme de consommation, l'oignon est un produit consommé par l'ensemble des nigériens urbains (à 3,3 kg/ personne/an) et ruraux (1,1 kg/personne/an). Les feuilles et tiges de l'oignon sont utilisées pour faire différentes sortes de produits, par exemple le gabou qui est utilisé comme condiment. Les consommateurs apprécient l'oignon et ses sous- produits surtout pour leurs goûts épicés. Il jouit alors d'un avantage commercial dans les marchés locaux et sous régionaux.
Le Niger est ainsi le premier pays producteur et exportateur d'oignon de l'espace CEDEAO, hors Nigéria. Plus de 95% de la production nationale est destinée à l'exportation (surtout en provenance de Tahoua et Agadez). L'oignon nigérien est principalement orienté sur les pays voisins et côtiers: Côte d'Ivoire, Ghana, Bénin, Burkina Faso et Nigéria. Autres destinations sont le Mali et l'Algérie.

En résumé:

- L'oignon constitue la principale spéculation pour laquelle le Niger possède un réel avantage comparatif par rapport aux autres pays de la sous-région et sa compétitivité sur les marchés ouest africains lui confère une place importante dans l'économie nationale.

[3] La culture de l'oignon est pratiquée en deux (2) ou trois (3) campagnes par des producteurs (±25% de femmes) regroupés en coopératives et groupements. La première campagne s'étend de septembre à décembre (4 mois), la seconde de novembre à mars (5 mois) et la dernière de janvier à mai (5 mois), avec des chevauchements dus à l'implantation des pépinières vers la fin de la campagne précédente. Cultivé sur une superficie de 31 011 ha, le potentiel de production de l'oignon allait au-delà de 1 081 499 tonnes par an selon le recensement horticole de la campagne 2017- 2018 (MAG, 2018).

- Soulignons que non seulement la demande en oignon est soutenue mais les variétés « le violet de Galmi » et « le blanc de Tillabéry » sont très recherchées souvent pour leur goût d'où leur utilisation dans la moutarde industrielle par exemple.
- La production de l'oignon est beaucoup à vocation commerciale qu'alimentaire, il offre sur ce point de vue une réelle opportunité d'accéder aux mécanismes de financement présents sur l'environnement des affaires au Niger.

4.2 Barrières

En termes d'exportation, le Niger et le Burkina Faso sont les deux seuls pays en Afrique de l'Ouest qui produisent des oignons en quantité suffisante pour satisfaire la demande intérieure et pour exporter leur excédent. Malheureusement, la faible capacité des États à surveiller les flux transfrontaliers – en particulier lorsqu'une grande partie des échanges est effectué par le secteur « informel » - ne facilite pas une analyse et une compréhension plus exhaustive de la portée actuelle du commerce sous-régional d'oignon et d'échalote.

Les récentes données disponibles placent à partir de 2005 les exportations du Niger à 68 000 tonnes, ou environ 20% de la production totale, quoique ces données soient probablement très élevées du fait qu'elles sont basées sur les témoignages recueillis au cours de la présente étude. En 2005, les exportations vers le Ghana ont représenté presque la moitié du total des exportations nigériennes.

En plus, il persiste un besoin de l'amélioration de la production par l'utilisation des techniques appropriés intensives et sélectives; et il se manifeste une forte demande pour les techniques de conservations élaborées genre « ANPIP ».

4.3 Acteurs impliqués

Dans la région de Tahoua : fermes et Entreprises semencières (Alheri, Ainoma, Husa'a, Halal, Amatén, Sotraco, Grands producteurs individuels, société Gabou Hamni de Sakoira, Magasin/ Comptoirs de collecte d'oignon et de pomme de terre, VLAN).
Plusieurs organisations et unités de transformation existent déjà telles que L'association ANFO
https://docplayer.fr/17124866-Cas-de-l-oignon-violet-de-galmi-du-niger.html

La transformation de l'oignon (projet de confection de poudre d'oignon est envisagé par SOTRACO à Madaoua (un des grands bassins de production) a un 'objectif de produire 22 000 tonnes de poudre par an dont 7 000 tonnes exclusivement destinées à l'entreprise Nestlé. Les 15 000 tonnes sont destinées à produire des mets locaux à base de farine d'oignon (cocktail à base d'oignon, mélangé à d'autres produits locaux comme le sel de Gaya et la soumbala).

D'autres initiatives prometteuses existent déjà (Société Gabou Hamni de Sakoira) produit ce met très apprécié, qui se révèle être un produit pouvant remplacer valablement les « Maggi ». Ce produit a déjà sa place dans les commerces de Niamey, certaines capitales (Lomé) avec aussi et déjà des tentatives de percer le marché européen et américain.

Dans la perspective de développer un commerce sous- régionale, la SOTRACO dispose d'un accord de partenariat facilité par le programme 2Scale (SNV, Agriprofocus) avec la compagnie Tays Foods de Sokoto au Nigéria afin de garantir l'approvisionnement dans la durée de l'usine de production de farine d'oignon qui sera installée avant fin 2019 à Madaoua au Niger.

4.4 Opportunités pour la création d'emploi pour les jeunes

L'oignon est un produit à haute valeur marchande avec un marché assez stable et un circuit de commercialisation très bien organisé. Elle offre également aux entreprises qui œuvrent dans la transformation, d'émerger et de générer des emplois durables (agricoles et non agricoles):

- pour les jeunes surtout qui sont actifs essentiellement dans les compagnies de transport et aussi et aussi le circuit de distribution.
- pour les femmes : essentiellement actives dans les activités de transformation ; la commercialisation et aussi dans d'autres initiatives innovantes.

Comme mentionné plus haut, il y a certainement beaucoup à améliorer en termes de formation et d'équipement pour les techniques de conservation à froid, et de transformation (oignons séchés, pâte d'oignon). Cela vaut également pour la formation aux méthodes de séchage et de traitement, notamment à l'énergie solaire. Enfin, dans le milieu urbain, il existe des opportunités d'emploi pour les jeunes dans le domaine de la commercialisation et de la distribution dans les villes, ainsi que pour la formation sur le marketing et la distribution des ventes pour les produits transformés.

4.5 Implication des jeunes/femmes

Les jeunes sont beaucoup impliqués dans la culture de l'oignon au Niger; en effet, le maraîchage (contrairement à la culture des céréales par exemple) est vu comme une activité qui peut entraîner des bénéfices rapides. Ils interviennent notamment dans la culture, et dans la commercialisation, mais actuellement très peu dans la transformation: le peu de transformation qui est faite (purée de tomates, et oignon séché ou en poudre) est réalisé par des femmes.

4.6 Analyse SWOT

Oignon: Bulbe (Oignon déshydraté (Lanières), Gabou, Poudre oignon, Confiture

Forces Production de la semence, transformation et la commercialisation Produite sur toute l'année et disponible sur les marchés Produit à la portée de la bourse du consommateur moyen Marché disponible (au niveau national et régional) et non satisfait Grand intérêt des consommateurs Longue tradition de culture d'oignon Producteurs hautement qualifiés Zones de production géographiquement éparses Identification forte du label (Violet de Galmi) chez les consommateurs Ressources en eau facilement accessibles et abondantes Hauts rendements moyens (35 t/ha)	**Faiblesse** Manque de mécanisation dans la production et la transformation Problèmes majeurs de conservation lors du transport et du stockage Manque de chambres froides Manque de réelle régulation du domaine Distance des principaux marchés sous-régionaux ; réseaux routiers inexistants ou en mauvais état ; coûts de transport élevés
Opportunités Potentiel certain pour les activités génératrices de revenues Opportunités réelles de marché national et international Création d'emploi et possibilités d'inclusion des femmes et des jeunes à tous les niveaux de la chaîne de valeur Développement des boulis maraîchers au Sahel et au Nord afin de soutenir le maraîchage de contre-saison Potentiel sous-estimé de la transformation de l'oignon en purée, en cube d'assaisonnement ou en confiture.	**Menaces** Compétition des pays voisins Forte dépendance vis-à-vis des facteurs climatiques

4.7 Potentiel et contribution suggérée au gouvernement néerlandais/RVO

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

5. Chaîne de valeur recommandée: la mangue et ses dérivés transformés de jus et de mangues séchées consommés dans la région de Niamey, potentiel d'exportation

5.1 Vue d'ensemble

En général, les fruits et les légumes ont énormément augmenté, offrant des opportunités de développement pour le secteur privé. Ces produits ne remplissent pas forcément les critères fixés en terme de sécurité alimentaire, car ils sont essentiellement destinés à l'exportation; de plus, les femmes sont souvent impliquées en tant que employées non qualifiées. Cependant, le potentiel en terme de transformation n'est toujours que très partiellement exploité, il y a donc de la place pour de la création d'emploi pour les jeunes.

Malheureusement Catalystas Consulting n'a pas trouvé d'étude récente de la filière de mangue au Niger. Cependant, on assume que le potentiel pour les femmes dans la transformation est relativement grande, lorsque que celle-ci est manuelle.

Il est difficile d'estimer l'importance du secteur de la mangue transformée. De toute façon, le taux de transformation est faible, et une grosse partie de la production est perdue lors de la haute saison. Les données statistiques sont inexistantes ou regroupent souvent des produits issus de la mangue (purée, jus, etc.) avec des produits provenant d'autres fruits. Toutefois, quelques indications peuvent être apportées. En dehors de la mangue séchée, dont on évalue les importations européennes à environ 3 400 tonnes, les produits transformés à base de mangue sont essentiellement des conserves, des purées congelées et des nectars. Les principaux producteurs de pulpe congelée sont l'Inde, les Philippines, la Thaïlande et le Mexique. Chine, Pérou et Brésil interviennent pour des quantités apparemment moins importantes. En plus de la pulpe congelée, la Thaïlande oriente une partie de sa production vers la conserve. Les volumes de produits transformés à base de mangue semblent progresser depuis les années 2000, avec une accélération entre 2006 et 2010.

On peut valablement construire une chaîne de valeur solide autour de la mangue principalement à Niamey qui est entouré par un fort bassin de production et qui est consommatrice d'énormes quantités de mangues fraîches.

5.2 Statut actuel des jeunes/ femmes

Les jeunes (hommes) sont employés pour gérer les machines et les fours utilisés dans le processus de transformation.
La filière de mangue offre sans doute également aux entreprises qui œuvrent dans la transformation, d'émerger et de générer des emplois durables (agricoles et non agricoles)

- pour les jeunes : Il y'a un certain nombre de jeunes qui font déjà de la transformation de la mangue surtout en jus ou en lamelles séchées.
- pour les femmes : essentiellement actives dans les activités de transformation ; la commercialisation et aussi dans d'autres initiatives innovantes.

5.3 Barrières

Il existe un besoin de l'amélioration de la production agroécologique par l'utilisation des techniques appropriés intensives et sélectives. En plus, il y a un potentiel sous-estimé de la transformation de la mangue en jus, confiture et 'séchée'.

5.4 Opportunités pour la création d'emploi pour les jeunes

En effet le Niger est un grand producteur de mangue, de tamarin, de A1:K11 et d'hibiscus ; produits qui peuvent être utilisés pour produire du jus naturel de bonne qualité répondant aux attentes des consommateurs nationaux comme internationaux.
Les jeunes ont des opportunités d'emploi dans la filière de mangue transformée (mangues séchées ou jus de mangue) pour répondre au besoin croissant des particuliers qui souhaitent consommer les boissons saines et naturelles, éventuellement pour exporter vers les marchés des pays voisins du Niger. De cette façon, ils pourraient même rentabiliser l'activité des agriculteurs en leur procurant de revenu en période de soudure.
Les opportunités d'emploi découlent de la conversion des méthodes de cultivation vers l'agroécologie, ce qui crée des emplois dans la transformation, des produits biologiques. En plus, il y a un terrain pour la formation aux méthodes de séchage des tranches de mangue et de la poudre, en particulier à l'énergie solaire.
Enfin, avec la perspective de certification biologique et/ ou commerce équitable, il y a des opportunités d'emplois dans les secteurs de l'emballage, de la distribution et du service à la clientèle, liées à l'exportation sur le marché mondial, en particulier pour les produits biologiques.

5.5 Acteurs impliqués

La transformation de la mangue en mangue séchée et en jus est en train de se développer au Niger. Comme mentionné plus haut Catalystas Consulting n'a pas trouvé d'étude récente de la filière de mangue au Niger.
Lors de la mission Catalystas Consulting on n'a rencontré que peu de producteurs de mangues. La plupart des consommateurs achètent les mangues fraîches au marché local.
Cependant, il y a de plus en plus de vendeuses -femmes entrepreneurs- de jus de mangue comme alternative au jus importé en cannette ou en bouteille de l'étranger. Il s'agit entre autre de:

- CREATION D'UNE UNITE DE TRANSFORMATION DES FRUITS EN JUS NATUREL au sein de la Société Nigérienne de Transformation des Fruits (SONITRAF),
- petits commerces tels que Kalto Juice, géré par une 'femme émergente', sortant du programme entrepreneurial soutenu par l'Ambassade des Etats-Unis (voir Appendix B)

5.6 Analyse SWOT

Mangue

Forces	**Faiblesse**
Produite sur toute l'année et disponible sur les marchés Produit à la portée de la bourse du consommateur moyen Produits en demande La production est élevée Les femmes sont bien impliquées dans ces filières	Manque de mécanisation dans la production et la transformation Forte dépendance vis-à-vis des facteurs climatiques Problèmes majeurs de conservation lors du transport et du stockage Manque de mise en réseau et liens entre producteurs et transformateurs Manque de formation en entrepreneuriat, packaging, networking des responsables de petites unités Les labellisations bio sont compliquées à obtenir pour les petites unités
Opportunités	**Menaces**
Potentiel certain pour les activités génératrices de revenues Opportunités réelles de marché national et international (mangues organique séchées) Davantage d'opportunités dans le domaine du commerce équitable Création d'emploi et possibilités d'inclusion des femmes et des jeunes à tous les niveaux de la chaîne de valeur La transformation de la mangue est saisonnière, ce qui laisse du temps pour s'occuper des activités de développement de l'entreprise Le rassemblement des petites unités de transformation en coopératives permettrait de mutualiser les ressources humaines, intellectuelles, matérielles L'utilisation d'énergies plus propres, comme l'énergie solaire, permettrait de réduire l'impact environnemental	Compétition des pays voisins Les fluctuations climatiques: l'excès ou la pénurie d'eau durant le cycle végétatif de l'arbre peuvent entraîner de sensibles variations de la production La forte saisonnalité de la production de mangue provoquant d'importantes fluctuations dans l'approvisionnement

5.7 Potentiel et contribution suggérée au gouvernement néerlandais/RVO

Ces sections ont été supprimées pour des raisons de confidentialité. Les demandes d'informations plus détaillées peuvent être envoyées à io@rvo.nl.

6. Autres chaînes de valeur jugées non prioritaires

D'autres chaînes de valeur ont été analysées lors de cette étude. Cependant, elles n'ont pas été retenu au vue des différents critères de priorisation qui étaient:

- Potentiel de création d'emploi pour les femmes et les jeunes dans les zones cibles
- Durabilité (notamment environnementale)
- Contribution à la sécurité alimentaire
- Existence de projets ou entreprises à soutenir dans la chaîne de valeur

Catalystas Consulting fait référence explicite à l'Annexe D pour une Vue d'ensemble des chaînes de valeur au Niger.

Dans ce qui suit, on énumère quelques chaînes de valeur qui à première vue offrent de belles opportunités pour la création d'emploi des jeunes et des femmes. Lors de la mission par contre, on n'a obtenu que peu d'éléments porteurs de succès ce qui nous amène à les classer parmi les non-recommandées ou jugées non prioritaires. On peut citer entre autres:

1. La tomate

- La tomate est cultivée sur une superficie de 10 507 ha, dont: Tahoua (3 425 ha), Maradi (2 426 ha), Niamey (1 375 ha), Zinder (1 011 ha), Tillabéri (802 ha), Agadez (710 ha), Dosso (679 ha) et Diffa (76 ha). La production nationale est actuellement à 279 229 tonnes avec des rendements fluctuant entre 18 tonnes/ha (Diffa) à 25 tonnes/ha (Maradi) (une moyenne actuelle de 22-25 tonnes/ha), avec un potentiel pouvant atteindre les 30 tonnes/ha.

- Le consommateur nigérien préfère surtout consommer la tomate à l'état frais. Selon le RECA, la consommation nationale est estimée à 15 kg par personne et par an, ce qui donnerait une demande de 240 000 tonnes pour le Niger (RECA, 2016). Elle est produite principalement pendant six mois au maximum (Janvier à Juin), mais l'introduction de

nouvelles variétés vulgarisées par les structures de développement permettent également la production en période hivernale. Cela rend accessible la tomate produite localement à des périodes à laquelle elle est d'habitude indisponible sur le marché, bien que cette présence est encore insuffisante. Le déficit est donc complété par la tomate importée de la sous-région (Burkina Faso principalement, du Nigéria, du Bénin, du Ghana et depuis 2015 du Maroc (RECA, 2016). La tomate va « dans tous les sens ». Par exemple, le Niger exporte de la tomate vers le Bénin en saison sèche et importe en saison des pluies.

- Ces dernières années le Niger perd un part de son marché de tomate à cause des multiples facteurs dont essentiellement : les attaques importantes des ravageurs et maladies (mouche blanche et virose, noctuelle, Tuta, araignées rouges, nématodes, maladies en saison des pluies, et au niveau technique, les producteurs sont trop faible (fertilisation, protection, pépinière).

- Les anciennes variétés demandaient une variation de température importante entre le jour et la nuit pour la fécondation et étaient sensibles aux fortes températures. Ces vingt dernières années, les sélectionneurs ont produit des variétés performantes y compris durant la saison chaude et la saison humide. Ce choix de variétés permet une culture de tomates pendant toute l'année à condition de bien choisir la variété adapté.

- En ce qui concerne la transformation, plusieurs tentatives infructueuses ont été menées en vue de la production de purée de tomate. Elles n'ont abouti à aucun succès à cause du manque de compétitivité face à la purée importée des pays asiatiques et maghrébins. Le seul intérêt pour une transformation à l'échelle réduite réside dans le fait qu'elle permet de minimiser les pertes de productions dues à la pourriture enregistrée pendant les périodes de grandes productions ou quand le marché est saturé par le phénomène de récolte groupée.

2. Les produits artisanaux

- L'artisanat est hautement apprécié au niveau régional et international, en raison de sa valeur et de sa qualité.

- Il est possible d'améliorer ces produits en les finissant mieux. L'artisanat se présente comme un excellent pourvoyeur d'emplois. La création d'entreprises artisanales par les jeunes pourrait très rapidement booster le secteur et accroître sensiblement sa contribution à la croissance économique.

3. L'élevage/ la viande

- L'élevage contribue à hauteur de 25 % au produit intérieur brut (PIB) agricole et à 16 % du PIB (2013). Après l'uranium, c'est le second produit exporté par le Niger, mais sa part a énormément baissé ; passant de plus de 20 % des exportations dans les années 1970 à 9% en 2010.

- La production animale nigérienne s'appuie sur la pâture extensive mais les aléas climatiques, l'étendue et la qualité des pâturages, de même que les contraintes sanitaires et économiques, constituent des freins notables à sa performance.

- La production fourragère est très handicapée par la récurrence des aléas climatiques. De ce fait, l'élevage est de plus en plus limité aujourd'hui au nord du Niger. Les animaux domestiques sont dispersés, demeurant pratiquement toute l'année au même endroit.

- Les activités de transformation des produits de l'élevage restent embryonnaires en raison de l'insuffisance des infrastructures (machines et véhicules de transport, abattoirs frigorifiques).

- Le bétail exporté, notamment vers le Nigéria, est composé essentiellement de bovins, d'ovins et de caprins sur pied.

- De plus, 20,8% des ménages agricoles ne possèdent aucun bétail, 45,5% des ménages possèdent entre 1 et 9 têtes, 16,5% des ménages ont de plus de 30 têtes de bétail et seulement 2,6% disposent de plus de 50 têtes.

La raison principale de ne pas inclure cette filière dans la liste des filières recommandées au gouvernement néerlandais/RVO est le fait que les femmes jouent un rôle plutôt marginal dans la chaîne d'approvisionnement en viande. Comme décrit ci-dessus, ils sont plus importants pendant la saison sèche dans la gestion générale du ménage lorsque les bergers sont partis. Les bergers s'occupent des animaux tout au long de l'année pendant la recherche de nourriture, en particulier des animaux aptes à être vendus au marché ou aux engraisseurs de vaches. Les hommes engraissent les vaches, les abattent et les vendent au marché. Si l'on envisage davantage de développement du secteur privé chez les femmes, il est préférable de se concentrer davantage sur la chaîne d'approvisionnement en produits laitiers que sur le secteur de la viande.

4. Le niébé

- Le niébé est une source importante de revenus et de protéines abordables dans le régime alimentaire nigérien. Sa production (à 90 pourcent en associations avec le mil et/ ou le sorgho) est concentrée dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder. Les feuilles et les grains (frais et secs) sont régulièrement consommés dans une variété de plats. Les revenus tirés de la vente de niébé sont souvent utilisés pour acheter des céréales, en particulier du mil. Le niébé est principalement consommé par la population rurale, souvent en remplacement de la viande.

- La production nationale (environ 1 588 488 tonnes par an) dépasse largement la demande et une grande partie est exportée (près de 889 570 tonnes par an) au Nigéria et, dans une moindre mesure, au Ghana.

- La consommation par habitant de niébé est de 19 kg par an, contribuant à une consommation calorique quotidienne de 3 à 4% (Institut National de la Statistique et Banque Mondiale, 2013). Les populations rurales consomment deux fois plus que les citadins (République du Niger, 2006). Dans les zones rurales, les dépenses en niébé représentent 3% de toutes les dépenses en nourriture. La consommation de niébé a augmenté ces dernières années dans les zones urbaines et rurales, les ménages, en particulier dans les zones rurales, mélangeant niébé à d'autres produits céréaliers pour gérer les réserves.

- Les besoins nationaux annuels moyens en niébé pour la consommation alimentaire sont de 363 745 MT. Les autres utilisations comprennent la demande industrielle (634 MT par an) et les exportations (889 570 MT par an; INS, 2016), principale source de demande.

- Le reste des plantes laissées après la récolte sert à l'alimentation animale (fane de niébé). Environ 80% des petits agriculteurs dépendent de systèmes de production mixtes agriculture / élevage. Le manque de fourrage, en particulier pendant la saison sèche, est l'un des principaux obstacles à l'élevage, de plus en plus présent dans les zones urbaines et périurbaines.

5. le riz et le millet

- Ce sont des produits qui apparemment sont déjà suffisamment soutenus et dont la filière paraît bien organisée.

- Le riz, rejeté car manque de durabilité environnementale, et sa culture se fait souvent au détriment de céréales traditionnelles, adaptées au climat local (comme le fonio) qui elles doivent être encouragées

6. Le coton

- La production (en 1999 de 200.000 tonnes) a chuté en 2000 à 111.154 tonnes compte tenu des importantes quantités exportées frauduleusement estimées à 65 %.

- Il est possible d'envisager non seulement l'égrenage du coton mais aussi son utilisation au niveau de la production industrielle dans les textiles comme c'est le cas au niveau de l'ENITEX

7. La gomme arabique

- Sa production est évaluée à 800 tonnes dans les années 70 ,102 tonnes en 2000 mais actuellement en pleine expansion compte tenu des demandes européennes et des Etats Unis d'Amérique (1400 dollars US la tonne);

- Les possibilités d'utilisation industrielle de la gomme sont: confiserie, boissons, produits pharmaceutiques, diététique, cosmétique, papier gommé, vin …etc. Au moins l'étape de la transformation primaire peut être envisagée sur place au Niger avant l'approvisionnement des industries intéressées.

8. Le sésame

- Le sésame n'est pas jugé prioritaire parce que c'est un produit quasi-exclusivement destiné à l'export, et très dépendant des fluctuations de prix

- Le sésame est une plante adaptée au climat sahélien. Des opportunités dans le domaine de conservation, de transformation industrielle existent bien au Niger. La production en 1998 était de 30.000 tonnes tandis que la demande mondiale est estimée à 635.000 tonnes avec un prix moyen de 705 dollars US la tonne.

- C'est surtout dans le domaine de la transformation du sésame en biscuits ou autres denrées élaborées que la filière peut être valorisée. Des possibilités existent aussi en matière de transformation du sésame en huile.

9. Le souchet

- Le souchet est une culture exigeante en main d'œuvre notamment féminine. Les exportations 2000 se sont élevées à 14.000 tonnes essentiellement vers le Nigéria, soit un revenu total de 2.5 milliards de FCFA par an. Il convient de noter que comme le sésame, le souchet ne pose pas de problème de conservation ni de stockage.

- Il convient non seulement d'accroître sa production mais aussi et surtout d'envisager les possibilités de sa transformation en jus ou autres biscuits car son goût est très bien apprécié tant par les locaux que par les consommateurs européens et américains.

10. Le poivron

- Le poivron est une culture vitale pour l'économie de la région de Diffa, principal fournisseur du marché national et aussi du Nigéria mais sous forme seulement fraîche ou séchée. Tout récemment on assiste à quelques timides transformations et conditionnements de ce produit destiné à une vente plus large et donc plus économique.

- Une attention particulière doit être accordée aux méthodes culturales actuellement traditionnelles et très sensibles aux aléas climatiques et aux attaques des insectes.

11. La pomme de terre

- Le problème de sa conservation ne se pose pratiquement pas; la demande urbaine est soutenue notamment en provenance de la capitale Niamey. Il existe un gap important de besoins à satisfaire.

- Des pistes peuvent être prospectées pour la transformation industrielle de la pomme en purée. Également il peut être envisagé de fabriquer des croquettes à base de la pomme de terre bien appréciées par la clientèle occidentale et les enfants.

Bibliographie de la mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat et sur l'emploi des jeunes au Niger

AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI. (2009). Document cadre de la politique nationale de l'emploi. Niamey : ANPE.

AMOUZOU, Essè (2009). Pauvreté, chômage et émigration des jeunes Africains : quelles alternatives? Paris : L'Harmattan.

ANTOINE, Philippe, Mireille RAZAFINDRAKOTO et François ROUBAUD (2001). « Contraints de rester jeunes? Évolution de l'insertion dans trois capitales africaines : Dakar, Yaoundé et Antananarivo », Autrepart, n° 18, p. 17-36.

ATTAMA, Sabine, Michka SENOUSSI, Alichina Idrissa KOURGUENI, Harouna KOCHE et Bernard BARRERE (1999). Enquête Démographique et de Santé Niger 1998. Calverton, Maryland, USA : Care International Niger et Macro International Inc.

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPEMENT (BAD). (2013). Document combiné de stratégie pays 2013-2017 et de revue du portefeuille. Niamey : BAD.

BUREAU CENTRAL DU RECENSEMENT. (1992). Analyse des données définitives : Caractéristiques économiques, RGPH 1988. Niamey : BCR.

CABINET DU PREMIER MINISTRE. (2007). Stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté. Niamey : Cabinet du Premier ministre.

Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) (2012), Les jeunes d'aujourd'hui : quelle société pour demain?, Paris : CREDOC. (Cahier de recherche n° 292)

CERPOD (1996). Migrations et urbanisation en Afrique de l'Ouest : de nouvelles perspectives. Bamako : CERPOD. DAVID, Olivier (2012). La population mondiale : répartition, dynamique et mobilité. Paris : Armand Colin (2e éd).

Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, "Small Business Act" Le Rôle du Secteur Privé National dans le Développement des Secteurs Minier et Pétrolier, 2015, 40p.

CIPMEN, Cartographie et diagnostic des micro-entreprises au Niger, 2018.

CIPMEN, Étude de marché et identification des filières porteuses dans les zones d'intervention, 2018, 21p.

CIPMEN, Rapport d'activités, 2017, 31p.

CIPMEN, Rapport de l'étude sur les structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat, 2018, 31 p.

Commonwealth Youth Programme, Commonwealth Guiding Framework for Youth Enterprise, Commonwealth secretariat. London, 2013, 40p.

FAO, Promotion des emplois décents chez les jeunes en milieu rural et l'entrepreneuriat dans les secteurs Agricole et agro-alimentaire au Niger, 2018, 165p.

FORGEOT, Gérard et Jérôme GAUTIÉ (1997). « Insertion professionnelle des jeunes et processus de déclassement », Économie et statistique, n° 304-305, p. 53-74.

GALLAND, Olivier (2011). Sociologie de la jeunesse. Paris : Armand Colin (5e éd).
HABI, Oumarou (2011). Mesure et suivi du travail décent au Niger. Dakar et Genève : Organisation internationale du travail.

HTSPE Limited (2012). Étude sur les déterminants des abandons scolaires au Niger. Niamey.
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) (2005). État et structure de la population, RGPH 2001. Niamey : INS.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS), « Le Niger en chiffres », 2014 ;

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS), « Statistique du Niger », 2007-2011.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) (Décembre 2006) *Emploi, chômage et pauvreté au Niger*, Abarchi Magalma, Economiste, consultant national, Aboubacar Djimrao A., Ingénieur Statisticien Economiste/INS, Sous la direction de M. Abdou ABDALLAH, Consultant international (BCEOM, a.abdou@wanadoo.fr)

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) (Avril 2018) *Comptes Economiques De La Nation, Rapides 2017 Provisoires 2016, Definitifs 2013 – 2015,*

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) (Février 2017) *Niger 2035 : Un pays et un peuple prospères. Tome - I : Diagnostic, Enjeux & Défis. Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive*

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS). (2006a). Éducation et pauvreté au Niger, QUIBB 2005. Niamey : INS.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) (2006b). Profil de pauvreté, QUIBB 2005. Niamey : INS.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) (2008). Tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Niger : 2005-2008. Niamey : INS.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) (2012a). Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples, EDS-MICS 2012. Niamey : INS.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) (2012b). Manuel de l'agent recenseur, RGPH 2012. Niamey : INS.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) (2010). Annuaire statistique des cinquante d'indépendance du Niger 2006-2010. Niamey : INS.

JAYET, Hubert (1995). « Marchés de l'emploi urbains et ruraux et migrations », Revue économique, vol. 46, n° 3, p. 605-614.

JIMENEZ, Emmanuel, Elizabeth M. KING et Jee-Peng TAN (2012). « L'école doit plancher », Finances et développement, vol. 49, n° 1, p. 12-14.

John F. May Soumana Harouna et Jean-Pierre Guengant, I.R.D. Nourrir, éduquer et soigner tous les Nigériens. La démographie en perspective, 2004, 120p.

Le Bissonnais Anne, Accompagner l'insertion professionnelle des jeunes au Niger : état des lieux et pistes d'action. Coll. Études et travaux, série en ligne n° 26, Éditions du Gret, www.gret;org, 2010, 64 p.

MAUGER, Gérard (1994). Les jeunes en France, état des recherches. Paris : Ministère de la Jeunesse et des Sports.

Ministère de l'Entreprenariat de Jeunes, Rapport de mise en œuvre du PDES 2017-2021, 2018, 15p.

Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, Plan Stratégique Sectoriel de Mise en œuvre de la Politique Nationale de Jeunesse 2011-2015, 2011, 49p.

Ministère de la Promotion des Jeunes Entrepreneurs et de la Réforme des Entreprises Publiques, Cadre Stratégique National de Promotion de l'entreprenariat des Jeunes au Niger, 2008, 61p.

Ministère des enseignements professionnels et techniques, Schéma Directeur National d'Orientation et d'Insertion Professionnelles des Jeunes et des Adultes par la Formation Professionnelle et Technique au Niger (SDNOIP), 2016, 73p.

Ministère du Plan : Plan de Développement Economique et Social 2017-2021.

Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire (INS/BCR), « Rapport d'analyse, Thème : Situation socioéconomique des jeunes au Niger »

MJS, « Politique Nationale de Jeunesse », 2015

MOUNKAILA, Harouna (2009). Les migrations au Niger : état des lieux, enjeux et perspectives. Niamey : Organisation internationale pour les migrations.

NATIONS UNIES et BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT). (2010). Mesure de la population économiquement active lors de recensements de la population. New York : Nations unies et BIT.

NATIONS UNIES. (2010). Manuel de vérification des recensements de la population et de l'habitation. New York : Nations unies.

NEPAD, « Cartographie des institutions publiques et privées travaillant à la création d'emplois pour les jeunes », août 2016 ;

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE ET STATISTIQUE DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE (OESAS) (1999). Concepts et indicateurs du marché du travail et du secteur informel. Bamako : OESAS.

OUSMANE IDA, Ibrahima (2015). L'emploi des jeunes dans les grandes villes du Niger : une analyse à partir des données du recensement de 2012. Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval, 68 p.

Appendix G: Méthodologies et critères de l'emploi des jeunes

1. Introduction

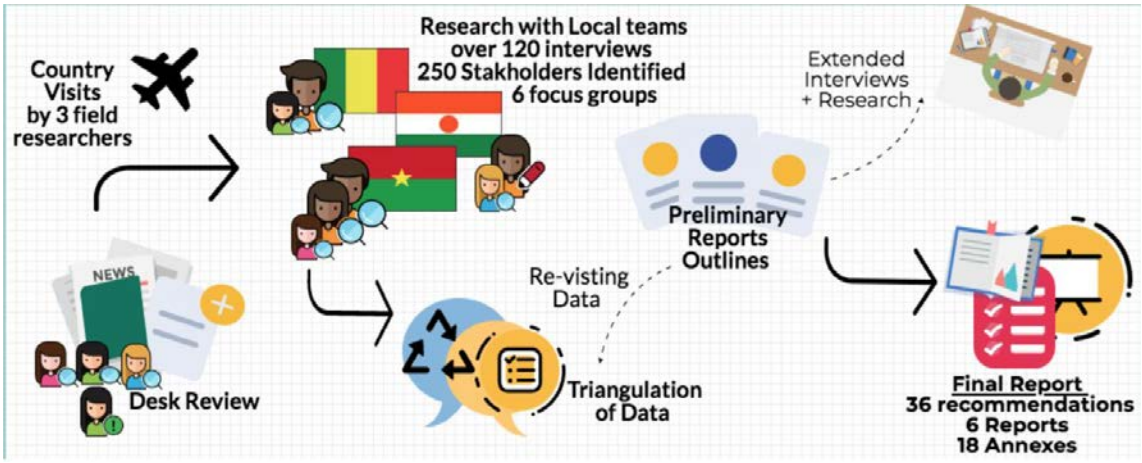
Catalystas a réalisé une étude sur l'entrepreneuriat des jeunes et la création d'emplois à travers le Mali, le Burkina Faso et le Niger par le biais d'une recherche documentaire approfondie, de missions de grande envergure sur des sites ciblés et d'une triangulation post-mission entre les pays cibles.[1] Nous avons présenté nos conclusions dans un ensemble de rapports clairs et complets comprenant, pour chaque pays, une analyse du marché du travail du secteur agricole mettant l'accent sur la localisation des sites, un aperçu complet de l'écosystème actuel de l'entrepreneuriat des jeunes et une proposition d'itinéraire pour une prochaine visite sur le terrain de l'équipe i4Y. Ces documents visent à donner un aperçu des opportunités et des défis actuels en matière de création d'emplois et d'entrepreneuriat au Mali, au Burkina Faso et au Niger, avec un éclairage spécifique sur les questions centrales de cette mission:

(i) les besoins et les demandes du marché du travail, avec une attention particulière pour les petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que des faiblesses existantes dans des secteurs tels que l'agriculture et les processus agricoles et dans d'autres secteurs de concentration EKN pouvant fournir des emplois aux jeunes (surtout aux femmes) Sahéliens; et

ii) l'état actuel des possibilités et des initiatives en matière d'entreprenariat des jeunes (en mettant l'accent sur les femmes), notamment concernant les possibilités, les activités et les domaines dans lesquels des améliorations sont nécessaires.

Ces domaines sont ceux dans lesquels le ministère néerlandais des Affaires étrangères peut le mieux accompagner le RVO et le cadre i4Y. Il peut ainsi permettre d'identifier et de faciliter le développement de partenariats appropriés et renforcer les initiatives efficaces déjà en cours dans chaque pays qui: a) stimulent et créent des programmes d'emploi des jeunes favorisant le développement de la capacité et des compétences de la jeune génération; et b) encouragent une nouvelle génération de dirigeants d'entreprises africaines qui considèrent la création d'entreprise comme un cheminement de carrière viable et durable. Avec diligence et de manière proactive, nous avons rassemblé des données et des résultats qui aideront l'Agence du développement durable (DDE) du ministère néerlandais des Affaires étrangères et l'équipe PSD-Toolkit (programme Orange Corners) à créer un environnement favorable à l'emploi et à l'entreprenariat des jeunes et des ensembles de compétences tournés vers l'avenir, à doter les jeunes de l'éducation, des outils et des compétences techniques appropriés et à veiller à ce que les besoins et les demandes du marché local et du secteur privé soient satisfaits.

[1] Il est important de noter que nous avons clairement indiqué, en raison de contraintes de temps, du manque de données ou de la portée de la mission, où certaines informations n'ont pas pu être vérifiées. Dans chaque rapport, ces informations sont clairement présentées afin d'informer pleinement le lecteur des domaines dans lesquels des recherches supplémentaires sont nécessaires.

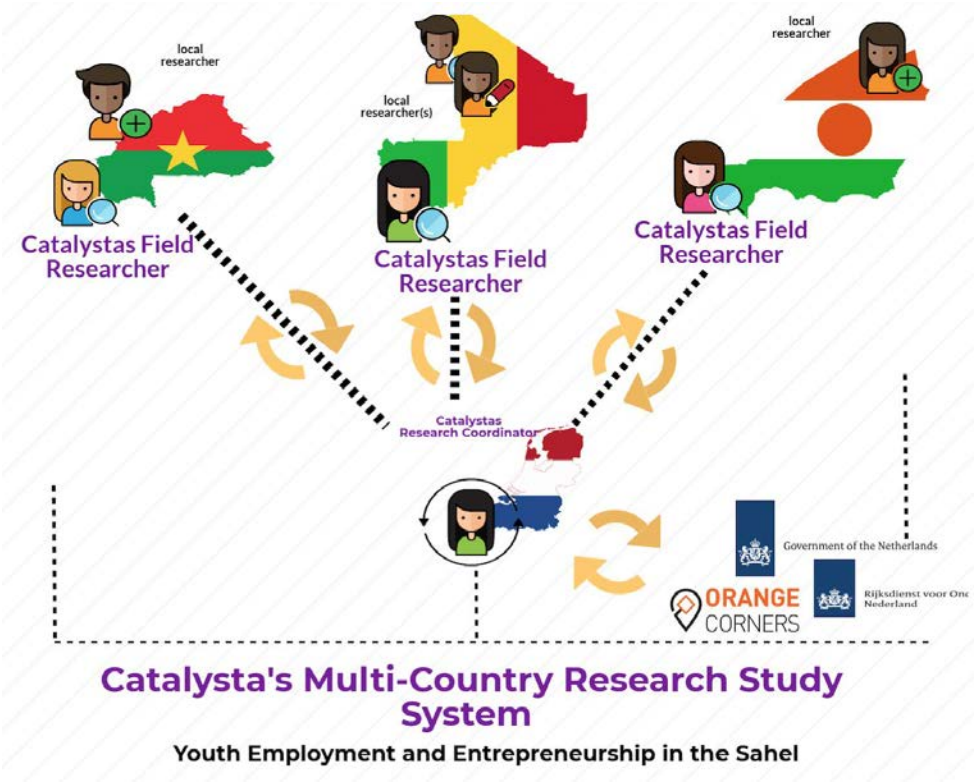


Les rapports finalisés sont séparés en deux catégories, à savoir «Environnements propices au travail pour les jeunes» et «Entrepreneuriat des jeunes», bien que leur contenu soit assez similaire. Chaque ensemble de documents vise à répondre aux questions de recherche susmentionnées, à travers une cible et un champ d'application spécifiques. Les distinctions entre les rapports et les axes de recherche sont décrites ci-dessous.

a. Nos valeurs : une recherche fondée sur l'équité

Notre équipe a mené avec succès des recherches approfondies, localisées et locales pour fonder nos conclusions, ce qui a été rendu possible en travaillant directement avec des consultants locaux présélectionnés et familiarisés avec les contextes de l'autonomisation économique, des chaînes de valeur agricoles et des zones de cadrage spécifiques dans chaque pays. Ces consultants locaux ont travaillé aux côtés de chaque chercheur de Catalystas, à chaque étape de la recherche, depuis l'organisation initiale jusqu'à la triangulation finale. Cette approche s'est traduite par l'adoption de conclusions basées sur l'équité et la cocréation, a permis la vérification des données par différents acteurs et a garanti que nos rapports finaux soient influencés par des informations et interprétations locales et par une compréhension à la fois interne et externe de chaque contexte local et de chaque pays - et ce tout en évitant les pièges des mentalités et procédures historiquement colonialistes.

Les efforts de notre équipe de terrain et de nos partenaires de conseil locaux ont été centralisés - en temps réel et aussi souvent que possible - et triangulés par un coordonnateur principal de la recherche basé au siège et par un coordonnateur technique et logistique.



2. Conception et mise en œuvre de la recherche :

Notre équipe d'experts, composée de six personnes, cumule plus de 45 ans d'expérience dans l'évaluation et la conception de programmes sur l'autonomisation économique, l'éducation des femmes et des jeunes et l'autonomisation sociale, y compris une vaste expérience dans les pays du Sud. Forts de nos expériences passées, nous avons développé une approche méthodologique basée sur des évaluations précédentes menées pour un large éventail de clients en matière de développement international, notamment Stichting SPARK, ActionAid International et Caritas Kosovo sur les thèmes de l'emploi des jeunes, de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP) et de l'autonomisation des femmes.

<u>Entretiens de départ et ajustement de l'étendue de la recherche</u>

Avant de débuter notre mission, notre équipe a rencontré différentes divisions du ministère néerlandais des Affaires étrangères afin de comprendre le large éventail de priorités ainsi que les programmes actuels et potentiels prévus pour les pays ciblés et pour la région dans son ensemble. En coordination avec RVO, nous avons réduit la portée de notre mission et avons défini les grandes lignes de nos deux axes de recherche, ainsi qu'un ensemble détaillé de critères centralisés pour l'analyse et l'identification des recommandations.

Voici les termes spécifiques de la recherche pour le rapport résultant sur l'emploi des jeunes:

<u>Nos produits:</u>

1. Un rapport comprenant:
    a. Une analyse du marché du travail des chaînes d'approvisionnement en agro-processus par emplacement
    b. Une analyse détaillée de (environ) 5 chaînes de valeur qui, selon nous, ont un potentiel

élevé[2]
   c. Une approche intégrant les spécificités de genre quant au travail dans l'agroalimentaire
   d. La culture de sécurité régionale et les impacts économiques sur les emplois pour les jeunes par localité
   e. Les politiques gouvernementales et interventions nationales et internationales
2. Minimum 5 interventions suggérées
[redacted]
4. Annexe B: Liste de diffusion complète
[redacted]
7. Annexe E: Vue d'ensemble des chaînes de valeur sélectionnées

<u>Les spécificités de nos recherches:</u>

1. Une analyse de la situation des tendances actuelles en matière d'emploi des jeunes, basée sur des entretiens avec des responsables gouvernementaux, des groupes de discussion, un examen des tendances économiques et des discussions avec des ONGI implantées localement qui travaillent dans le contexte spécifique de l'emploi des jeunes. Le rapport contient spécifiquement:
   a. Une vue d'ensemble de l'économie et de la main-d'œuvre régionales avec un accent particulier sur l'impact sur les jeunes et les femmes dans chaque ville cible;
   b. L'identification des acteurs locaux et internationaux du secteur de l'agriculture (transformation) dans certaines chaînes de valeur avec lesquelles le gouvernement néerlandais peut envisager une coordination;
   c. L'identification des obstacles à l'emploi dans ces chaînes de valeur, en mettant un accent particulier sur les lacunes dans les compétences en formation;
   d. L'identification du potentiel de formation et d'emploi en associant les prestataires et formateurs;
   e. L'identification des bonnes pratiques existant dans chaque pays avec un accent particulier sur la RSE et l'équité;
   f. L'identification de secteurs spécifiques aux Pays-Bas (gestion des ressources en eau, agriculture circulaire, innovation agroalimentaire néerlandaise et développement durable, etc.) adaptés aux besoins du marché;
   g. Les risques, vulnérabilités et chocs identifiés qui pourraient affecter tout programme auquel le MAE néerlandais envisagerait de participer, en mettant un accent particulier sur les gros impacts sur les groupes marginalisés et sur les effets de la corruption et du népotisme;
   h. Une analyse et des recommandations sur les obstacles, opportunités et facteurs spécifiques au genre que le gouvernement néerlandais doit prendre en compte dans l'autonomisation économique des jeunes et les opportunités d'emploi dans le Sahel (et par pays, avec une focalisation spécifique par localité).

2. L'identification des secteurs et des entreprises les plus prometteurs pour développer les opportunités d'emploi dans chaque chaîne de valeur agricole sélectionnée. Les chaînes de valeur ont été choisies spécifiquement en fonction des critères suivants:
   a. <u>Le potentiel de création d'emplois pour les femmes et les jeunes</u>: notre équipe a tout d'abord cherché à savoir quels produits spécifiques (et quels éléments de la chaîne de valeur de chaque produit) avaient le plus fort potentiel pour soutenir un nombre croissant de femmes et de jeunes. Nous avons cherché à mettre en évidence les chaînes de valeur qui pourraient encore être améliorées par le biais de programmes de formation technique

[2] Voir les critères ci-dessous.

et professionnelle (EFTP) qui seraient conçus pour les jeunes et les femmes afin de pourvoir ces emplois futurs. (ODD 1, SDG 5 et SDG 8).

b. Le potentiel d'acquisition de parts de marché: Nous avons particulièrement concentré nos recherches sur les chaînes de valeur agricoles ayant un potentiel de croissance avec l'appui des interventions des donateurs. Notre moyen d'indiquer ce potentiel est basé sur:
   i. Le fait que la demande locale et internationale concernant des produits spécifiques n'est pas satisfaite;
   ii. La saturation, la concurrence et la taille de la chaîne de valeur ; et
   iii. La possibilité d'avoir un retour sur investissement élevé.

c. Le potentiel de transformation: Notre équipe a spécifiquement choisi les chaînes de valeur qui utilisent actuellement une technologie ou des méthodologies faibles ou rudimentaires qui, si elles sont améliorées, peuvent non seulement créer plus d'emplois pour les jeunes (en particulier les femmes), mais auront également un effet de transformation positif sur la production, les coûts, la qualité, la compétitivité et les revenus. (ODD 5 et 8)

d. La durabilité (environnementale, sociale et économique): Nous nous sommes particulièrement intéressés aux industries qui favorisent la polyvalence de l'économie locale (ne pas promouvoir les produits de base qui créent une dépendance excessive à l'égard d'un produit agricole, réduisant ainsi le risque de futurs chocs externes). Nous avons également recherché des chaînes de valeur qui, dans la mesure du possible, soutiennent un modèle économique circulaire, n'utilisent pas une quantité excessive d'eau ou d'autres ressources naturelles, ne polluent pas l'environnement local (agissent comme un moyen de protéger l'écosystème naturel et de promouvoir la résilience vers le changement climatique) et ne sont pas trop dépendantes de l'électricité pour la transformation et le traitement (en raison des limitations en énergie et en disponibilité énergétique dans les trois pays). Cela signifie que nous avons cherché à promouvoir des chaînes de valeur qui soutiennent la sécurité alimentaire, en mettant l'accent sur la réduction des coûts et en rendant les produits alimentaires consommables localement plus largement disponibles chaque fois que possible. Enfin, nous nous sommes concentrés sur les chaînes de valeur économiquement durables en cherchant à promouvoir des systèmes de traitement de produits agricoles faciles à réparer et à entretenir, de manière à éviter toute dépendance excessive vis-à-vis de machines et d'équipements de traitement coûteux, d'électricité ou d'énergie. (ODD 1).

e. Le potentiel pour la valeur ajoutée néerlandaise (via des alliances ou des niches/instruments néerlandais): Nous avons spécifiquement cherché à identifier les chaînes de valeur qui bénéficieraient le plus de l'expérience et des compétences des Pays-Bas, telles que la gestion des ressources en eau dans la planification des cultures biennales et l'industrie laitière. Notre équipe a eu pour objectif de suggérer des acteurs académiques et privés néerlandais spécifiques dans diverses chaînes de valeur identifiées, qui peuvent aider à mettre en œuvre une absorption efficace et rapide de leur expertise sur les marchés locaux. (ODD 8)

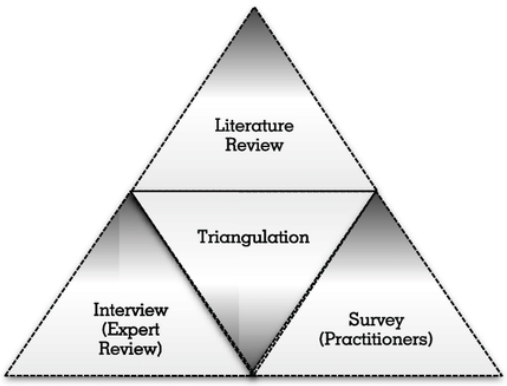
f. La sensibilité aux conflits: Nous avons sélectionné des chaînes de valeur et des lieux d'opérations où, selon nous, la menace du terrorisme et de la déstabilisation - présente dans les trois pays - a eu un impact limité. Nous avons mis plus particulièrement l'accent sur les moyens de transport et la facilité d'accès pour les entreprises appartenant à des chaînes de valeur identifiées afin de garantir la promotion de produits pouvant générer des avantages sans trop de risque de sécurité (pour tous les bénéficiaires et parties prenantes impliqués).

3. L'identification des parties prenantes locales et internationales dans certaines chaînes de valeur du secteur de l'agriculture (transformation) avec lesquelles le gouvernement néerlandais peut envisager une coordination et avec quelles capacités.

4. Une liste de recommandations de politiques et de projets: Sur la base de notre évaluation et de notre compréhension du contexte mis en évidence sous les critères spécifiques (définis ci-dessus), notre équipe a formulé une sélection de recommandations pour des projets et programmes que le gouvernement néerlandais pourrait soutenir par une implication directe ou financière. Nous avons cherché - aussi souvent que possible - à souligner les initiatives des gouvernements donateurs qui partagent les mêmes idées, sur la base de nos évaluations positives des succès des programmes existants[3] et pour combler les lacunes identifiées conformément au gouvernement néerlandais. Nous avons fait notre choix en tenant compte de la présence limitée des Pays-Bas dans certains des sites ainsi que des limites des budgets annuels. Ce faisant, nous avons défini les interventions locales, nationales, régionales et internationales par pays. Nous avons également fourni des guides de chronologie d'impact pour nos recommandations. Nos recommandations ne sont pas énumérées par ordre d'importance. Les lecteurs doivent se sentir libres de lire, d'évaluer et d'adapter les recommandations à leurs objectifs spécifiques. Il appartient à chaque organisme gouvernemental de décider quelles recommandations, le cas échéant, devraient faire l'objet d'un suivi, en fonction de leurs connaissances, de leur compréhension et de leurs priorités.[4]

3. Limitations et adaptations méthodologiques

En raison du nombre limité de données quantitatives et qualitatives disponibles pour répondre directement à nos problématiques centrales de recherche, notre équipe a utilisé une approche de triangulation de la recherche pour nous aider à soutenir et à diriger nos recherches et nos résultats finaux. Notre méthodologie consiste en trois parties: 1) une **recherche documentaire** (comprenant une réunion avec des parties prenantes basées à l'étranger), 2) des **missions sur le terrain** (menées par des chercheurs de Catalystas sur le terrain et des chercheurs consultants locaux par pays, centralisées par le Coordinateur technique et logistique), et 3) les **formulations finales** de notre recherche, triangulées entre chaque pays pour assurer la saisie, la vérification et la justification de nos résultats.[5]



[3] Notez que ce projet n'a pas inclut l'audit ou l'évaluation des différents projets existants avec lesquels nous sommes entrés en contact. Nous avons noté les détails et les opinions, dans la mesure du possible, sur la base des entretiens de qualité et de la documentation disponible. Il est donc nécessaire d'analyser plus en profondeur les programmes existants.

[4] Catalystas est disponible pour des discussions de suivi et des conseils pour soutenir la sélection et la mise en œuvre de cette recommandation avec le gouvernement.

[5] Comme indiqué précédemment, nous avons clairement indiqué dans chaque rapport que, en raison du manque de données, de temps ou de l'étendue des travaux, notre capacité de corroboration était limitée (en particulier en ce qui concerne les évaluations approfondies des programmes des ONGI la portée de notre étude).

a. Recherche documentaire:

Notre recherche a débuté par le rapport exceptionnel fourni par le programme 2Scale mis en œuvre par SNV, qui avait récemment réalisé une évaluation par 21 personnes de la production agricole et de la transformation alimentaire dans nos trois pays cibles. Sur la base de ces données, notre équipe a réduit la portée de notre mission, approfondissant les recherches quant aux chaînes de valeur identifiées dans ce rapport, ainsi que d'autres chaînes de valeur. Nous avons également ajouté une perspective sexospécifique à notre recherche permettant de se concentrer spécifiquement sur la création d'opportunités de développement pour les femmes et les jeunes ainsi que sur les critères définis en coordination avec RVO lors de notre réunion initiale (indiqué ci-dessus).

Après la conception initiale de la méthodologie, les recherches primaires et une révision, notre équipe a recruté 1 à 2 consultants locaux par pays sur la base d'un profil d'expertise en matière d'autonomisation économique des femmes et des jeunes, des chaînes de valeur agricoles et des contextes localisés dans chaque emplacement. Une fois embauché, chaque consultant local a été encadré par le membre de l'équipe de Catalystas sur place afin de se familiariser avec l'étendue de la mission, les méthodologies et les besoins. Chaque équipe de pays a collaboré étroitement pour vérifier les résultats de la recherche documentaire, élaborer des plans logistiques et établir des contacts locaux. Les équipes se sont coordonnées sur le terrain, avec des consultants locaux travaillant aux côtés de nos chercheurs afin de planifier et tenir des réunions, effectuer des recherches supplémentaires, identifier des personnes et des institutions nouvelles et importantes présentant un intérêt et organiser des groupes de discussion. Nos partenaires locaux ont également fourni des informations détaillées sur la circulation au sein des situations complexes de sécurité de chaque pays. Les visites sur le terrain ont été effectuées au cas par cas. Le contexte de sécurité, l'accessibilité et la facilité d'approche de parties prenantes ont joué un rôle afin de déterminer si une visite devait être effectuée par un chercheur de Catalystas sur place, un consultant local ou les deux ensemble.

b. Missions sur le terrain:

Au cours des missions sur le terrain, chaque chercheur Catalystas déployé a dès le départ rencontré son ou ses consultants locaux. Ceux-ci les ont aidés à mettre en place l'itinéraire préétabli qu'ils avaient ensemble élaboré avant le départ afin de rencontrer divers intervenants. Les itinéraires ont été conçus spécifiquement pour permettre au(x) consultant(s) local(aux) d'accompagner leur partenaire Catalystas au début de la mission afin d'acquérir une formation pratique, une expérience et des informations sur notre approche et notre méthodologie pour chaque entretien et réunion. Au cours des premiers jours de la mission sur le terrain, les membres de notre équipe Catalystas ont dispensé une formation pratique à leur(s) consultant(s) local(aux) sur des sujets liés à l'organisation de groupes de discussion, à la catégorisation des données, au transfert sécurisé des informations et/ou à d'autres domaines de manière *ad hoc*. Cette expérience pratique et cette formation ont permis d'assurer la qualité de nos recherches tout au long de la mission, y compris lorsque les consultants locaux ont procédé eux-mêmes à certaines visites de lieux en raison de leur inaccessibilité pour les membres de l'équipe Catalystas (y compris Dori au Burkina Faso, et Gao au Mali). Toutes les visites sur site effectuées uniquement par les partenaires consultants locaux ont eu lieu dans la seconde moitié de la phase "missions sur le terrain", garantissant ainsi que chaque équipe de recherche membre Catalystas-consultant(s) local(aux) ait la possibilité d'effectuer au moins une visite ensemble avant l'envoi d'un chercheur local sur un site.

Sur le terrain, notre équipe a rassemblé des informations classées essentielles et secondaires en vue de la réalisation d'une analyse complète du marché du secteur de la transformation des produits alimentaires agricoles de chaque pays, ainsi que des chaînes de valeur plus importantes entourant ces processus et des facteurs et des parties prenantes les influençant. Nous avons également effectué une analyse approfondie et finale de l'écosystème afin de saisir les besoins actuels et les opportunités en matière d'entrepreneuriat des jeunes au Niger, au Mali et au Burkina Faso.

c. Pendant les missions de terrain:

i. Discussions de groupe (FGD): Afin de connaître et mieux comprendre le point de vue des futurs bénéficiaires potentiels, plusieurs groupes de discussion ont été organisés au cours des missions sur le terrain. Entre cinq et neuf personnes ont été invitées à participer à chaque discussion de groupe et Catalystas a veillé à ce que les participants soient représentatifs de la/des population(s) cible(s). Les discussions de groupe ont été menées de manière ouverte, participative et respectueuse, afin de créer un espace sécurisé pour les participants, où ils pouvaient librement partager leurs pensées et leurs sentiments. L'objectif était de saisir les défis et les obstacles qui les séparent du marché du travail, ainsi que leurs souhaits et leurs attentes pour l'avenir. La composition exacte et l'emplacement de chaque groupe de discussion ont été décidés au cours de la phase d'étude théorique. L'idée était d'inclure au moins un groupe de discussion avec uniquement des femmes (afin de mieux comprendre leurs problèmes spécifiques) et au moins un groupe de discussion dans chaque ville ciblée par l'étude.

ii. Rapports centralisés et reformulation de l'agenda : Tout au long des missions sur le terrain, chaque chercheur a envoyé une récapitulation quotidienne de ses conclusions au coordinateur de la recherche, basé aux Pays-Bas, chargé de centraliser les informations. Ce processus a permis au chercheur de tirer le meilleur parti de son temps sur le terrain qui, en utilisant la vidéoconférence et les enregistrements audio, envoyait les informations recueillies au coordinateur de la recherche et au coordinateur technique et logistique. Ceux-ci travaillaient alors à la formulation et au croisement des résultats des trois missions. Ce processus a permis une collecte de données accrue ainsi qu'une triangulation rapide, éliminant le temps normalement perdu à la rédaction de plusieurs rapports sur le terrain. Ce processus a également permis au chercheur central de faire le point avec chaque membre de l'équipe sur le terrain quotidiennement. Sur la base de ces réunions de restitution, l'ordre du jour de chaque mission sur le terrain est resté flexible, avec la possibilité de s'adapter afin de répondre aux besoins et aux défis les plus urgents et les plus récemment identifiés. De plus, ce système a garanti que l'analyse finale et la rédaction des produits et résultats soient réalisés dans un délai raisonnable, de façon efficace et adaptée au court délai qui était imparti à cette recherche.

4. Résultats identifiés

Après le retour de nos équipes, Catalystas a évalué à la fois la documentation rassemblée par les chercheurs sur le terrain ainsi que les données triangulées centralisées par le coordinateur de la recherche. Après un examen approfondi de ces documents, associé à une recherche documentaire supplémentaire et à des hypothèses validées, Catalystas a triangulé les résultats de nos rapports. Les documents finaux comprenaient une analyse du marché du travail par pays (mettant l'accent sur la transformation agricole dans les villes sélectionnées), une carte Google des écosystèmes telle qu'identifiée par RVO, une liste de discussions avec les parties prenantes pour chaque objectif, une analyse récapitulative complète qui rend totalement transparentes nos méthodologies de collecte de données et de formulation des résultats, ainsi que des recommandations finales et un projet d'itinéraire recommandé pour les visites de suivi dans chaque pays pour le personnel de i4Y (avec une attention particulière pour Orange Corners différente des équipes de PSD-Toolkit). Les conclusions du rapport final ont été corroborées, le cas échéant, avec les consultants locaux sous contrat dans chaque pays, ainsi qu'avec les autres parties prenantes concernées, rencontrés tout au long de cette étude. Cela a abouti à une évaluation individualisée de chaque pays et à une approche stratégique globale axée sur le Sahel que le Royaume des Pays-Bas peut (re) formuler en fonction de sa stratégie régionale pluriannuelle (MARS), de ses plans annuels et de ses programmes-cadres pour le Sahel .

Enfin, avec l'aide de nos consultants locaux, nous avons élaboré des projets de plans de mission de suivi pour l'équipe i4Y dans chaque pays. Nos consultants locaux, maintenant familiarisés avec les objectifs et la portée de la recherche ainsi qu'avec les acteurs rencontrés lors des missions sur le terrain, constitueront un excellent personnel de soutien pour l'équipe i4Y, s'ils ont besoin d'une assistance locale pour leurs visites dans chaque pays au cours de la mission de suivi.

Nous avons également dressé la carte des programmes nationaux et internationaux d'éducation, de formation professionnelle et d'entrepreneuriat destinés aux jeunes, ainsi que de parties prenantes des secteurs public et privé, des ONGI et de la société civile. Nous avons évalué leur efficacité et leurs lacunes et étudié comment les néerlandais peuvent contribuer à renforcer les projets existants tout en développant simultanément de nouveaux programmes visant à améliorer l'autonomisation économique des jeunes de la région du Sahel en comblant les lacunes identifiées dans notre évaluation.

This is a publication of
Netherlands Enterprise Agency
Prinses Beatrixlaan 2
PO Box 93144 | 2509 AC The Hague
T +31 (0) 88 042 42 42
E klantcontact@rvo.nl
www.rvo.nl

This publication was commissioned by the ministry of Foreign Affairs.

© Netherlands Enterprise Agency | December 2019
Publication number: RVO-172/1901/RP-INT

NL Enterprise Agency is a department of the Dutch ministry of Economic Affairs and Climate Policy that implements government policy for Agricultural, sustainability, innovation, and international business and cooperation. NL Enterprise Agency is the contact point for businesses, educational institutions and government bodies for information and advice, financing, networking and regulatory matters.

Netherlands Enterprise Agency is part of the ministry of Economic Affairs and Climate Policy.